



Commission
européenne

[HIVER 2015 ▶ N° 55]

panorama

inforegio

▶ Mise en œuvre de la politique d'investissement de l'UE

Impact et avantages
des Fonds structurels
et d'investissement
européens

- ▶ La politique de cohésion face à la crise migratoire
- ▶ Le Fonds européen pour les investissements stratégiques
- ▶ Lancement du programme urbain de l'UE

Politique
régionale
et urbaine

ÉDITORIAL 3

Corina Crețu, commissaire européenne
en charge de la politique régionale

DOSSIER

▶ **UNE NOUVELLE COMMUNICATION
DE LA COMMISSION ILLUSTRE LES
PRINCIPAUX AVANTAGES DES PROGRAMMES
D'INVESTISSEMENT DE LA PÉRIODE
2014-2020** 4-11

▶ **LE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR
L'EUROPE ET LES FONDS ESI** 12-13

INTERVIEW

▶ **INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES:
RÉDUIRE LES DISPARITÉS EN EUROPE** 14-16

Wilhelm Molterer, directeur exécutif, FEIS

▶ **L'EUROPE DANS MA RÉGION –
CONCOURS PHOTO 2015** 17

▶ **LE PROGRAMME URBAIN DE L'UE** 18-19

▶ **CRISE MIGRATOIRE:
LA RÉPONSE EUROPÉENNE** 20-21

▶ **LES PROGRAMMES DES FONDS ESI
ET LE SEMESTRE EUROPÉEN** 22-23

▶ **CÉRÉMONIE DE REMISE
DES PRIX REGIOSTARS 2015** 24-25

INTERVIEWS

▶ **BULGARIE: LA CROISSANCE S'INSTALLE,
LAISSANT DERRIÈRE ELLE LA CRISE
ÉCONOMIQUE** 26-27

Tomislav Donchev, vice-Premier ministre

▶ **PAYS DE GALLES: LA POLITIQUE
DE COHÉSION AU SERVICE DE LA
CROISSANCE ET DE L'EMPLOI** 28-29

Jane Hutt, ministre des finances et des affaires gouvernementales

▶ **ERRIN – PROMOUVOIR LES CONTRIBUTIONS
RÉGIONALES À LA RECHERCHE ET
À L'INNOVATION EUROPÉENNES** 30-31

▶ **INTERREG A 25 ANS** 32-34

▶ **LA PAROLE EST À VOUS** 35-37

▶ **ÉTUDE SUR LA RÉPARTITION
GÉOGRAPHIQUE DES DÉPENSES** 38-40

▶ **EN BREF** 41-43

▶ **PROJETS** 44-47

▶ **AGENDA** 48



▶4
Grâce au soutien des Fonds ESI, la station d'épuration de Gdańsk Est, en Pologne, produit du biogaz et sensibilise l'opinion aux avantages de l'énergie renouvelable.



▶20



▶24



▶42

Photographies (pages):

Couverture, pages 2, 7 (Pologne): Gdanska Infrastruktura Wodociągowo-Kanalizacyjna Sp. z o.o. (*)
Pages 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 24-25, 41, 42: © Commission européenne
Pages 6-7: Allemagne © Thinkstock; Hongrie © Ministère de l'économie nationale; Bulgarie © Union européenne
Pages 13, 20: © Union européenne
Pages 14-16: Wilhelm Molterer © BEI; Projet Galloper © RWE Innogy; Forum © CCI de la Région Nord de France
Page 17: 1 © Małgorzata Podstawa; 2 © Tomaž Varlec; 3 © Paraskevas Grigorakis
Page 18: Riga © EU2015.LV
Pages 20-21: Allemagne © Lotsendienst; Portugal © Service Jésuite des Réfugiés au Portugal
Pages 26-27: © Conseil des ministres bulgare
Pages 28-29: © Gouvernement gallois
Pages 30-31: © Michael Seidler/ERRIN
Page 34: © Michael Cooper; © Commission européenne
Pages 35-37: Pologne © Marian Zubrzycki/Fotoreza; Danemark © Jørgen Ploug; République tchèque © Zdeněk Vaiz/Plzeňský kraj; Finlande © Martti Komulainen
Pages 38: © Shutterstock
Pages 41-43: EuroPCom@europaomdehoek.nl; ITI © Thinkstock; Mont Saint-Michel © Prochasson Frédéric – Shutterstock; Lambert Van Nistelrooij © CDA Europa
Pages 44-47: Finlande © Martti Komulainen; France © CHU Clermont-Ferrand – DRCI; Allemagne © Stadt Bremen; Roumanie © Modatim SA

Ce magazine est imprimé en anglais, français, allemand, bulgare, grec, espagnol, italien, polonais et roumain sur papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en décembre 2015.

NOTE

Ni la Commission européenne, ni aucune personne agissant en son nom, ne pourra être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication, ni des erreurs éventuelles qui, malgré le soin apporté à la préparation et au contrôle de cette publication, pourraient s'y glisser. Cette publication ne reflète pas nécessairement l'avis ou la position de la Commission européenne.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2015

ISSN 1725-8316

© Union européenne, 2015

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source.

(*) Les droits d'utilisation de ces images sont accordés exclusivement pour le magazine *Panorama* (numéro 55). Ces images peuvent être reproduites uniquement dans le cadre du numéro 55 du magazine *Panorama*, dans ses différentes versions linguistiques; les images ne peuvent être utilisées à aucune autre fin.

L'utilisation et la reproduction de tout matériel émanant d'une tierce partie, protégé par le droit d'auteur et identifié comme tel requièrent la permission du (des) détenteur(s) des droits d'auteur.

Printed in Belgium



▶ ÉDITORIAL

Corina Crețu
Commissaire européenne
en charge de la politique régionale

Depuis un an, l'Union européenne est confrontée à un problème majeur et inédit: un afflux de réfugiés sans précédents. Des efforts considérables sont mis en œuvre pour atténuer les souffrances des migrants qui arrivent dans les États membres et, bien sûr, la politique de cohésion a un rôle à jouer: elle doit soutenir des politiques d'intégration efficaces en matière d'éducation, d'emploi, de logement et de lutte contre la discrimination.

Pour répondre à ces situations d'urgence, la Commission européenne collabore avec les États membres touchés par la crise à la modification des programmes relevant des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI). Deux des principaux points d'entrée des migrants, l'Italie et la Grèce, ont déjà affecté des fonds aux questions migratoires dans les programmes de la période 2014-2020. La Grèce, par exemple, prévoit un soutien du FEDER dans ses 13 programmes régionaux. L'argent servira à construire, rénover et ouvrir des centres d'accueil pour les migrants. Pour en savoir plus à ce sujet, consultez notre dossier spécial à la page 20.

D'autres ressources des Fonds ESI pourront être réaffectées en faveur des migrants et des réfugiés en cas d'urgence si la crise devait s'aggraver, et financer différentes formes de soutien comme des hôpitaux mobiles, des installations sanitaires, des soins de santé ou des formations.

Avantages des programmes relevant des Fonds ESI

Ce numéro met également en avant les avantages réels de la politique de cohésion de l'UE. Il s'intéresse notamment aux investissements visant à améliorer la situation économique de l'Europe et la vie des citoyens en encourageant et en mobilisant d'autres investissements.

Pour la nouvelle période 2014-2020, les Fonds ESI ont alloué 454 milliards d'euros du budget de l'UE à la mise en œuvre de plus de 500 programmes nationaux et régionaux et de

79 programmes de coopération interrégionale. Ces programmes visent à relancer durablement la croissance économique de l'Europe. La dernière communication de la Commission européenne relative à la contribution des Fonds ESI à la stratégie de croissance de l'UE, le plan d'investissement et les priorités de la Commission pour les dix prochaines années illustrent et analysent l'impact, les résultats escomptés et les bénéfices attendus de ces investissements pour l'ensemble de l'Europe et dans chaque pays.

Les Fonds ESI sont un outil d'investissement tourné vers l'avenir, prêt à relever les défis de l'Europe d'aujourd'hui et de demain. Mais leur succès dépend beaucoup de la qualité de la gouvernance et de l'efficacité des administrations en charge de la gestion et de la mise en œuvre des programmes.

Favoriser les synergies entre les fonds d'investissements de l'UE

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) a été créé dans le cadre du plan Juncker pour mobiliser les fonds privés en vue d'investissements stratégiques dans les infrastructures, l'innovation et les entreprises, l'objectif étant de combler les écarts d'investissement au sein de l'UE.

Le FEIS peut s'avérer crucial pour optimiser l'impact des Fonds ESI – et inversement. Les Fonds ESI contribuent expressément au plan d'investissement pour l'Europe et complètent le FEIS de plusieurs façons. Utilisés conjointement, les Fonds ESI et le FEIS permettent davantage d'interventions en fonction de la demande dans les projets d'innovation et d'infrastructures et favorisent le financement des PME, ce qui renforce encore la croissance, l'emploi et l'innovation en Europe. Grâce à la complémentarité entre ces fonds, nous devrions avancer rapidement vers les objectifs fixés.

Crețu

► UNE NOUVELLE COMMUNICATION DE LA COMMISSION ILLUSTRE LES PRINCIPAUX AVANTAGES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT DE LA PÉRIODE 2014-2020

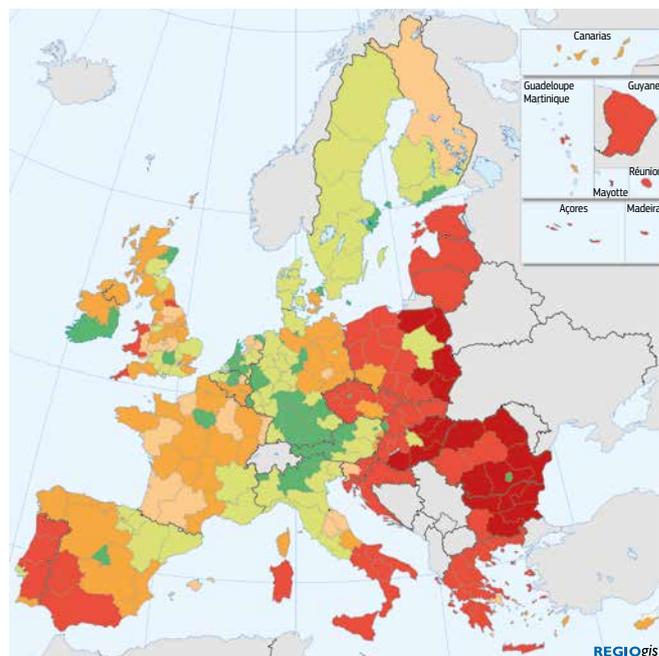
Entre 2014 et 2020, les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) financeront une masse critique d'investissements dans plusieurs domaines prioritaires de l'Union européenne. Suite aux conclusions des négociations avec les États membres et les régions concernant leurs accords de partenariat et leurs programmes, la Commission a publié un rapport sur les avantages et les résultats attendus du principal instrument de la politique d'investissement européenne.

Avec un budget de 454 milliards d'euros pour la période 2014-2020, les Fonds ESI répondront aux besoins réels de l'économie européenne en soutenant la création d'emplois et tout un éventail de programmes conçus pour remettre l'économie européenne sur la voie d'une croissance durable.

Le cofinancement national devrait représenter quelque 183 milliards d'euros supplémentaires, portant l'investissement total à plus de 637 milliards d'euros.

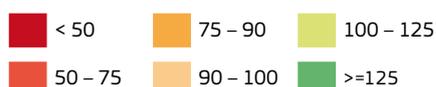
Les Fonds ESI sont donc une composante essentielle de l'investissement public dans de nombreux États membres, surtout face à la diminution des budgets d'investissement nationaux, qui ont été rabaissés d'environ 15% (en termes réels) entre 2008 et 2014. Le nouvel outil d'investissement, plus sophistiqué, est axé sur les résultats et les mécanismes permettant de garantir de bonnes performances dans toutes les régions d'Europe. Les régions moins développées pourront ainsi rattraper leur retard et optimiser leur potentiel en tirant parti des ressources existantes pour répondre aux priorités locales et aux besoins régionaux.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR HABITANT – EN STANDARDS DE POUVOIR D'ACHAT



PAR NIVEAU NUTS-2, 2013

Indice: % de la moyenne de l'UE-28, UE-28 = 100



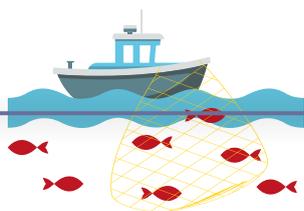
Source: Eurostat



EMPLOI, CRÉATION D'EMPLOIS ET FORMATION



29 370 nouveaux emplois pour les chercheurs.



10 200 nouveaux emplois dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture.



2,3 millions de personnes employées à travers les Fonds ESI.



3,9 millions d'agriculteurs et de PME rurales bénéficiant de formations.



237 700 personnes participant à des initiatives dans le domaine de la formation et de la mobilité professionnelles.

354 300 nouveaux emplois dans les PME.



Le FSE aidera 10,1 millions de chômeurs à améliorer leurs chances de trouver un emploi.



2,6 millions de personnes inactives soutenues par les Fonds ESI.



Entre 2 et 2,5 millions de personnes défavorisées bénéficieront des Fonds ESI.

▷ L'IMPACT DES FONDS DE L'UE



ALLEMAGNE

Le FSE peut aider les Européens à exploiter les débouchés économiques et les possibilités d'emploi qu'offre l'internet. À l'Université de Dresde, en Allemagne, le FSE a apporté son soutien à de jeunes chercheurs engagés dans des activités de recherche et développement de pointe, dans le domaine des technologies informatiques. Au total, ce sont 19 chercheurs qui, dans le cadre du projet **RESUBIC LAB**, se sont penchés sur les systèmes cyber-physiques, les logiciels d'aide à la décision et les architectures de l'informatique en nuage.

► POUR EN SAVOIR PLUS

<http://ec.europa.eu/esf/main.jsp?catId=46&langId=fr&projectId=375>

Des investissements tournés vers l'avenir

Les Fonds ESI désignent une structure faîtière regroupant cinq fonds: le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds de cohésion, le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP). Suite au récent processus de réforme, les Fonds ESI sont désormais un outil d'investissement tourné vers l'avenir, prêt à relever les défis de l'Europe d'aujourd'hui et de demain.

Pour la prochaine période, les Fonds ESI financeront des investissements dans tous les États membres, conformément aux priorités définies par la nouvelle Commission Juncker. Ils contribueront de manière significative aux priorités stratégiques de la Commission: le marché unique numérique, l'Union de l'énergie et les politiques en matière de changement climatique, le marché unique et la gouvernance économique.



HONGRIE

«**I'M LEARNING AGAIN**», un projet cofinancé par le FSE, permet aux personnes non ou peu qualifiées d'améliorer leur aptitude à l'emploi par le biais de formations adaptées aux besoins de l'économie nationale. En janvier 2015, 129 000 personnes, dont 34 000 Roms, avaient déjà mené à terme avec succès les modules de formation.

► POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!Cu66cm>

L'objectif ultime des Fonds ESI est de stimuler l'emploi, la croissance et l'investissement dans toute l'Europe. Cela permettra de combler les écarts de développement entre les régions en construisant des économies plus fortes favorisant l'inclusion et, globalement, une Union européenne plus égalitaire sur le plan territorial – une tendance contrariée par la crise financière mondiale de 2008.

Plus de 500 programmes innovants, définis dans les accords de partenariat avec les États membres, contribueront à la réalisation des objectifs politiques de l'UE via une mobilisation des ressources financières et une amélioration des conditions d'investissement. Plus de deux millions d'entreprises bénéficieront d'un soutien en vue d'accroître leur compétitivité, d'élaborer des produits, de trouver de nouveaux débouchés et de créer des emplois. Les investissements dans les infrastructures aideront les États membres, en particulier les moins développés, à améliorer la compétitivité de leur environnement économique et à établir des connexions avec des marchés plus importants.

Mais surtout, ces fonds investiront dans les compétences et la capacité d'adaptation de la main-d'œuvre européenne et offriront à des dizaines de millions de personnes, notamment des jeunes, une chance de se former, de se recycler ou de créer une entreprise. Ces possibilités seront également offertes aux réfugiés et aux migrants en situation régulière.

CONTRIBUTION DES FONDS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT EUROPÉENS À LA MISE EN ŒUVRE DES PRIORITÉS DE LA COMMISSION



BULGARIE

La troisième **EXTENSION DU MÉTRO** de Sofia fait de ce train le principal système de transport de la ville. Les connexions avec les réseaux de transport européens, nationaux et locaux s'en trouvent grandement améliorées.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/projects/bulgaria/sofia-welcomes-third-metro-extension

Tout cela contribuera directement à la réalisation des objectifs en matière d'emploi et de lutte contre la pauvreté, tout en permettant de répondre à l'accroissement de la demande en solutions innovantes et nouveaux produits, des domaines où les progrès sont particulièrement lents.

Des financements adaptés à l'objectif visé

La Commission encourage vivement le recours aux instruments financiers en lieu et place des subventions traditionnelles dans des domaines tels que le soutien aux PME, la réduction des émissions de CO₂, l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources, les TIC, les transports durables, la recherche et l'innovation.

Les fonds engagés dans des instruments financiers innovants pendant la période 2014-2020 devraient produire un effet de levier direct et générer des investissements supplémentaires de l'ordre de 40 à 70 milliards d'euros. Leur effet multiplicateur pour l'économie réelle devrait être encore plus

POLOGNE

Une nouvelle **CENTRALE ÉLECTRIQUE AU BIOGAZ** permet d'améliorer l'efficacité énergétique du traitement des eaux usées à Gdańsk tout en offrant aux jeunes une occasion de se familiariser avec les énergies renouvelables.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/projects/poland/new-biogas-project-brings-green-energy-to-gdansk



grand du fait de l'attrait exercé sur les investissements privés. Par conséquent, les dotations envisagées sous la forme d'instruments financiers provenant des différents Fonds ESI ont considérablement augmenté.

Les synergies entre les Fonds ESI et le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) seront également optimisées. Par ailleurs, il est désormais possible de combiner les ressources des Fonds ESI aux instruments financiers relevant du programme Horizon 2020 et d'autres programmes de l'UE (LIFE+, Fonds «Asile, migration et intégration» (FAMI), COSME, Erasmus+ ou le mécanisme pour l'interconnexion en Europe).

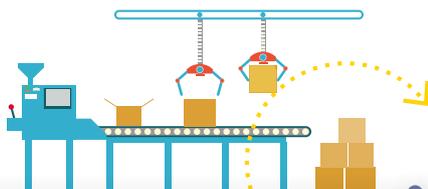
De nouveaux mécanismes de financement plus performants serviront à adapter avec plus de souplesse la mise en œuvre des Fonds ESI aux besoins du territoire concerné.

Les investissements territoriaux intégrés (ITI) permettent de combiner le financement de différents programmes relevant des Fonds ESI pour soutenir la mise en œuvre des stratégies de développement territorial. Une vingtaine d'États ►►

AIDE AUX ENTREPRISES



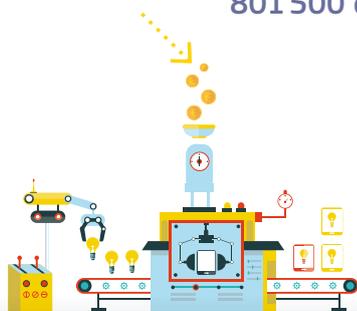
396 500 micro-entreprises et PME s'apprêtent à investir dans le développement du capital humain à travers le FSE.



Le FEDER aidera les entreprises à commercialiser **15 370 nouveaux produits.**



Les Fonds ESI soutiendront quelque **801 500 entreprises.**



77 500 entreprises recevront une aide du FEDER pour stimuler les produits et services liés aux TIC.

RECHERCHE ET INNOVATION



2,6 milliards d'euros du FEDER seront alloués à la recherche et l'innovation ainsi qu'à l'adoption de technologies sobres en carbone.



129 460 entreprises bénéficieront d'un soutien pour accroître leur capacité de recherche et d'innovation.



71 960 chercheurs bénéficieront d'installations de recherche améliorées grâce aux subventions du FEDER.



Le FEADER soutiendra plus de **3 000 projets d'innovation** dans le cadre du Partenariat européen d'innovation.

membres auront recours aux ITI dans des domaines divers allant des quartiers urbains défavorisés aux zones métropolitaines, en passant par les itinéraires culturels ou les sous-régions touchées par la restructuration économique.

Le soutien aux stratégies de développement urbain durable, qui confèrent aux autorités urbaines un rôle exécutif, dépassera 16 milliards d'euros. L'essentiel de ce financement aidera les zones urbaines à gérer la transition vers une économie à faible intensité de carbone grâce à des investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables,

la mobilité urbaine durable et l'amélioration de l'environnement urbain. Ces aides permettront également de mener des actions de lutte contre le dénuement matériel et social dans les zones urbaines.

Le chômage des jeunes demeure un problème endémique dans la plupart des États membres de l'UE. En réponse à une recommandation du Conseil européen de 2013 sur l'établissement d'une garantie pour la jeunesse, 20 États membres peuvent bénéficier de l'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ), qui a été intégrée à 34 programmes du FSE. Les États

UNE FENÊTRE SUR LES FONDS ESI

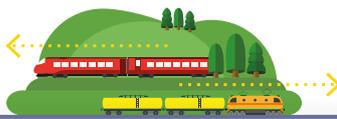
Un nouvel outil permet d'obtenir des informations plus détaillées sur les investissements financés par les Fonds ESI pendant la période 2014-2020 et sur les résultats obtenus: la **plateforme de données ouvertes sur la politique de cohésion**. Cette base de données fournit des informations actualisées et des données contextuelles sur la situation socioéconomique de chaque pays de l'UE. Les chiffres sur les résultats des programmes sont tirés des rapports transmis à la Commission par les États membres. Quatre options de recherche sont proposées (au niveau de l'UE, par thème, par pays ou par fonds), et les données ainsi obtenues donnent un aperçu des investissements engagés et des résultats escomptés. Ces informations peuvent être visualisées, téléchargées pour analyse ou incorporées dans d'autres sites.

► POUR EN SAVOIR PLUS

<https://cohesiondata.ec.europa.eu/>



TRANSPORT



7 515 km de lignes de chemin de fer seront construites ou modernisées.



3 100 km de nouvelles routes seront construites et 10 270 km seront modernisées.



748 km de lignes de tram et de métro seront construites ou améliorées.



977 km de voies de navigation intérieure seront construites ou améliorées.

membres utiliseront les fonds alloués à l'initiative pour l'emploi des jeunes pour investir dans la qualité de l'apprentissage, des stages et des emplois et ainsi permettre l'intégration durable des jeunes sur le marché du travail et améliorer leur aptitude à l'emploi.

Un regard sur l'avenir

Les Fonds ESI ouvrent la voie à une croissance durable à long terme et à une Europe meilleure promettant des jours meilleurs à ses citoyens, principalement en soutenant les recommandations en faveur de changements structurels formulées dans le cadre du semestre européen (voir article page 22). L'amélioration de l'environnement économique et le renforcement des capacités administratives aideront également l'Union à faire face aux enjeux futurs grâce aux projets complémentaires et aux nouvelles possibilités de financement que cela génèrera.

Ces progrès devront s'accompagner d'une réelle volonté d'adaptation aux changements de circonstances comme la crise des réfugiés. Dans certains domaines, une poursuite des efforts tout au long de la période de mise en œuvre 2014-2020 s'impose. En particulier, il faudra continuer de mettre l'accent sur les résultats et le niveau d'ambition des objectifs fixés, et il faudra optimiser l'utilisation des instruments financiers et exploiter pleinement les synergies entre les Fonds ESI, le FEIS et d'autres sources de financement telles qu'Horizon 2020, au niveau des projets et des instruments financiers et par l'intermédiaire de plates-formes d'investissement.

La plateforme de données ouvertes mise en place par la DG Politique régionale et urbaine en décembre dernier permet de suivre l'évolution de la mise en œuvre des objectifs annoncés. Elle constitue une avancée majeure sur le plan de la transparence, permettant le suivi des dépenses effectuées pour répondre aux besoins de l'économie européenne.

▷ INVESTIR DANS L'EMPLOI ET LA CROISSANCE

La commissaire Corina Crețu explique à *Panorama* ce que signifie «optimiser la contribution des Fonds structurels et d'investissement européens aux objectifs de croissance et d'emploi».

► Cette communication présente les principaux résultats des négociations entre les autorités des États membres et la Commission européenne pour la période 2014-2020. Quel bilan faites-vous du processus de négociation?

Les efforts mis en œuvre lors du processus de négociation sur les accords de partenariat et les programmes ont porté leurs fruits: nous disposons à présent de programmes solides, axés sur les résultats, qui auront un impact tangible et salubre sur l'économie réelle de l'UE dans les dix prochaines années.

Les discussions avec les parties prenantes associées à la mise en œuvre de notre politique ont principalement porté sur les performances de nos investissements et la priorité accordée aux principaux secteurs générateurs de croissance. Ensemble, nous nous sommes engagés à optimiser l'impact de nos investissements en appliquant une stratégie axée sur des domaines précis (la recherche et l'innovation, le soutien aux petites entreprises, l'économie à faible intensité de carbone et la stratégie numérique de l'UE) de façon à exploiter pleinement le potentiel des Fonds structurels et d'investissement européens sur le plan de la croissance et de la création d'emplois.

L'adoption des programmes a pris du temps car il était hors de question de compromettre la qualité pour des raisons de délais. Nous disposons maintenant de centaines de programmes d'investissement de grande qualité et les fonds sont prêts à être distribués dans nos régions et dans nos villes, au profit direct des citoyens.

► La communication mentionne de façon assez détaillée les résultats escomptés pour les programmes relevant des Fonds ESI. Comment la Commission peut-elle garantir l'obtention de ces résultats? Comment va-t-elle les mesurer?

La politique de cohésion réformée pour la période 2014-2020 est une véritable politique d'investissement axée sur les performances. Le nouveau règlement établit l'obligation de fixer des objectifs clairs, transparents et mesurables en matière de responsabilité et de résultats. Les pays et les régions devaient spécifier dans leurs programmes les objectifs visés et la méthode suivie pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs.



« Tous les Fonds ESI sont axés sur la croissance et la création d'emplois, en particulier dans les régions d'Europe les moins développées. Cette orientation correspond aux priorités de la Commission Juncker. »

► CORINA CREȚU – COMMISSAIRE EUROPÉENNE EN CHARGE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE

Grâce à un contrôle annuel, des mesures pourront être mises en place en cas de progrès insuffisants. Un système de récompense basé sur une «réserve de performance» a également été institué pour stimuler l'engagement des parties prenantes et l'amélioration des performances.

Mais je tiens à souligner que l'impact économique local des programmes relevant des Fonds ESI dépendra avant tout de la détermination des acteurs en charge de leur mise en œuvre.

Comme je l'ai déjà dit, les fonds sont maintenant disponibles, mais j'insiste: une gestion cohérente est tout aussi importante que l'argent lui-même. Les habitants des régions d'Europe ne percevront pas les avantages des projets soutenus par notre politique si les administrations locales et nationales responsables de la gestion des fonds ne font pas preuve de rigueur et d'efficacité. C'est pourquoi l'une des priorités de mon mandat est d'aider les États membres à renforcer leurs capacités administratives.

► En quoi les Fonds ESI contribuent-ils aux dix priorités de la Commission pour 2014-2020, notamment le plan d'investissement Juncker pour l'Europe?

Tous les Fonds ESI sont axés sur la croissance et la création d'emplois, en particulier dans les régions d'Europe les moins développées. Cette orientation correspond aux priorités de la Commission Juncker. Les Fonds ESI contribuent à la réalisation des objectifs du marché unique numérique, de l'Union

de l'énergie et des politiques en matière de changement climatique, du marché unique et de la gouvernance économique, conformément aux recommandations par pays formulées dans le cadre du semestre européen.

C'est ainsi que plus de 20 milliards d'euros provenant des Fonds ESI seront investis dans des projets numériques comme le déploiement du haut débit, les services publics en ligne ou l'accès des petites entreprises aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Parallèlement, plus de 38 milliards d'euros du Fonds européen de développement régional seront consacrés à la mise en place d'une économie à faible intensité de carbone. Ce soutien permettra aux régions et aux villes d'investir dans des bâtiments à haut rendement énergétique, dans l'énergie renouvelable, dans les réseaux intelligents et dans les transports urbains durables.

Pendant la période 2007-2013, notre politique a contribué à la création de près d'un million d'emplois et, bien entendu,

notre objectif global pour les dix prochaines années est de dépasser ce chiffre.

► **Les Fonds ESI englobent cinq fonds (FEDER, Fonds de cohésion, FSE, FEADER et FEAMP), qu'il sera possible de combiner pour la prochaine période de programmation. En quoi une telle combinaison peut-elle être avantageuse?**

Ces cinq fonds servent tous à favoriser le développement socioéconomique de l'Europe. En effet, nous sommes aujourd'hui confrontés à des problèmes complexes et liés entre eux, qu'il convient d'aborder de façon intégrée et cohérente. La fusion de ces cinq fonds sous un cadre stratégique commun permet d'améliorer leur coordination et leur complémentarité, de mieux définir leur destination et de mettre l'accent sur les résultats. Ce cadre favorise également les synergies avec d'autres instruments de l'UE, comme Horizon 2020, COSME ou le mécanisme pour l'interconnexion en Europe. ■

ENVIRONNEMENT



7 670 MW de capacité de production d'énergie renouvelable.



3,3 millions de consommateurs d'énergie supplémentaires reliés aux réseaux intelligents.



4 million d'hectares de terrains agricoles et de forêts bénéficieront de la séquestration et la conservation du carbone.



5,8 millions de tonnes par an de capacité supplémentaire de recyclage des déchets solides.



10 millions d'hectares de terres agricoles pris en charge pour l'agriculture biologique.



Les investissements liés à l'adaptation au changement climatique protégeront **13,3 millions de personnes** contre les inondations et 11,8 millions de personnes contre les feux de forêt.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**

http://ec.europa.eu/contracts_grants/funds_fr.htm

▶ LE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR L'EUROPE ET LES FONDS ESI

LANCEMENT DE LA PHASE DE MISE EN ŒUVRE

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) vise à mobiliser des fonds privés en vue d'investissements stratégiques dans les infrastructures, l'innovation et les entreprises. La direction générale de la politique régionale et urbaine réfléchit à la façon d'optimiser l'impact du FEIS par le biais des Fonds structurels.

Le montage juridique est en place – premiers investissements

Le 25 juin 2015, le Conseil a adopté un règlement⁽¹⁾ instituant le nouveau Fonds européen pour les investissements stratégiques. Cet acte ouvre la voie au lancement de nouveaux investissements à partir de la mi-2015. La Commission européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé l'accord sur le FEIS le 22 juillet 2015, qui officialise sa création⁽²⁾ ainsi que celle de l'EIAH (European Investment Advisory Hub), une plateforme européenne de conseil en investissement⁽³⁾.

Le FEIS sera institué au sein de la BEI, qui sera en charge de sa gestion. Il sera doté d'une garantie de 16 milliards d'euros prise sur le budget de l'UE, auxquels s'ajouteront 5 milliards d'euros provenant des ressources propres de la BEI. Celle-ci utilisera les fonds et la garantie du FEIS pour mobiliser un financement supplémentaire d'au moins 315 milliards d'euros afin d'investir dans les infrastructures stratégiques, l'innovation et les petites et moyennes entreprises. Les opérations du FEIS s'effectueront dans le cadre de la BEI et profiteront à divers secteurs et produits, mais aucun quota d'attribution par pays ou par secteur ne sera établi.

Dans ce contexte, la BEI a déjà commencé à préfinancer ou à «entreposer» des projets assortis d'une garantie de l'UE. Cela signifie que la BEI approuve des projets avec la garantie de l'UE (accordée par la Commission) dans l'attente de la nomination des membres du comité d'investissement.

La structure de gouvernance du FEIS

Le 22 juillet 2015, les quatre membres du comité de pilotage du FEIS ont été désignés: **Ambroise Fayolle**, vice-président, BEI; **Maarten Verwey**, secrétaire général, Commission européenne; **Gerassimos Thomas**, DG Énergie, Commission européenne; **Irmfried Schwimann**, DG Concurrence, Commission européenne. Le comité de pilotage fixe les orientations en matière d'investissement ainsi que les politiques et procédures opérationnelles. Le 13 octobre 2015, le Parlement européen a approuvé la proposition du comité de pilotage du FEIS de nommer **Wilhelm Molterer**⁽⁴⁾ (voir page 14) au poste de directeur exécutif du FEIS et **Iliyana Tzanova**⁽⁵⁾ au poste de directrice adjointe. Ils coordonneront les activités du FEIS au sein du groupe BEI et collaboreront aux réunions du comité d'investissement du FEIS, qui seront présidées par le directeur exécutif.

Le comité d'investissement rend compte de ses décisions devant le comité de pilotage du FEIS. Il est composé de huit experts indépendants et du directeur exécutif. Le comité est chargé d'examiner les projets potentiels de façon transparente et indépendante, conformément aux politiques d'investissement du FEIS, et d'approuver le soutien de projets par la garantie de l'Union pour les opérations de la BEI. De plus, le comité d'investissement approuve les opérations réalisées avec les plateformes d'investissement et les

(1) Règlement (UE) 2015/1017 du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2015.

(2) Citons également le portail européen de projets d'investissement (EIPP), un autre élément du plan d'investissement pour l'Europe. Il s'agit d'un portail web public et sécurisé qui permettra aux promoteurs opérant au sein de l'UE et en quête de financements externes de promouvoir leurs projets auprès d'investisseurs potentiels.

(3) L'EIAH soutiendra le développement et le financement de projets au sein de l'UE en offrant un guichet unique d'orientation et de conseil, une plateforme d'échange de savoir-faire et une assistance technique coordonnée.

(4) Wilhelm Molterer a été vice-président de la BEI (2011-2015) et député au parlement autrichien. Il a exercé les fonctions de vice-chancelier et de ministre des finances d'Autriche, et de président du parti populaire autrichien.

(5) Iliyana Tzanova a été directrice de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et vice-Premier ministre au sein de deux gouvernements intérimaires en Bulgarie (2013 et 2014).



► DE GAUCHE À DROITE: M. Werner Hoyer, président de la BEI, M. Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, M. Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne, lors de la signature officielle de l'accord sur le FEIS.

banques nationales de développement, et doit consulter le comité de pilotage et le directeur exécutif concernant les instruments du FEI.

Le rôle des banques nationales de développement et des plateformes d'investissement

Il sera essentiel d'établir des synergies entre les outils européens et les outils nationaux pour combler rapidement les écarts d'investissement au sein de l'économie de l'UE. Les banques nationales de développement, entités mandatées par les États membres pour mener des activités promotionnelles ou de développement, devraient jouer un rôle essentiel à cet égard, aux côtés de la BEI. Neuf États membres ont déjà contribué au plan d'investissement par le biais de leurs banques de développement nationales. De même, des plateformes d'investissement seront mises en place. Il s'agit de structures *ad hoc* par lesquelles les financements sont acheminés vers les projets. Elles peuvent prendre différentes formes juridiques (entités *ad hoc*, comptes gérés, autres accords), présentent différentes dimensions (situation géographique, produit, secteur) et peuvent aussi recevoir le soutien de la BEI ou d'autres entités (États membres, investisseurs privés).

FEIS et complémentarités avec les Fonds ESI

Le FEIS est un projet ambitieux qui offre de réelles perspectives de soutien financier et de création d'emplois dans le

cadre d'une coopération avec différents acteurs et sources de financement. Dans ce contexte, le FEIS s'avère un outil particulièrement prometteur pour optimiser les synergies et les complémentarités avec les Fonds ESI. Bien que le FEIS et les Fonds ESI fonctionnent de façon indépendante – il s'agit de mécanismes autonomes dotés de cadres d'exécution distincts – chaque structure peut contribuer aux objectifs de l'autre. Les ressources du FEIS peuvent s'avérer cruciales pour optimiser l'impact des Fonds ESI (et inversement). L'utilisation conjointe de ces fonds donnerait lieu à des interventions plus ambitieuses, en fonction de la demande, dans des projets d'innovation et d'infrastructures, et favoriserait le financement des PME, ce qui renforcerait encore la croissance, l'emploi et l'innovation en Europe. Bien que les ressources des Fonds ESI ne puissent pas être directement transférées vers le FEIS, les cadres juridiques respectifs de ces deux structures permettent à chacune d'elle de contribuer aux objectifs de l'autre. Dans la pratique, cette intervention croisée est possible au niveau des projets, au niveau des instruments financiers et au travers des plateformes d'investissement. La Commission apporte actuellement la touche finale à une brochure sur les complémentarités, qui devrait être publiée début 2016. Viendront ensuite des documents supplémentaires détaillant les mécanismes de mise en œuvre pratique et les produits disponibles sur le marché.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/priorities/jobs-growth-investment/plan/efsi/index_fr.htm

▶ INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES: RÉDUIRE LES DISPARITÉS EN EUROPE



En juillet 2015, les législateurs européens ont conclu un accord politique sur le règlement relatif au Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). Panorama a rencontré Wilhelm Molterer, directeur exécutif du FEIS.

▶ Où en sommes-nous et quand sera opérationnel le FEIS?

En fait, les opérations vont bon train et je pense que nous avons déjà bien avancé. Les progrès s'accroissent aussi à mesure que la gouvernance du Fonds européen pour les investissements stratégiques prend forme. Au début du mois dernier (novembre), j'ai pris mes fonctions à la direction du FEIS. La directrice adjointe, Mme **Ilyana Tsanova**, occupera son poste à partir du 1^{er} janvier et les membres du comité d'investissement fraîchement nommés prendront également leurs fonctions en janvier.

Cependant, la Banque européenne d'investissement (BEI) avait déjà entamé le préfinancement de projets à ses propres risques dès le mois d'avril, en attendant le lancement du FEIS. Jusqu'à présent, le conseil d'administration de la BEI a approuvé le financement de 34 projets par le FEIS, ce qui représente au total 5 milliards d'euros, avec la garantie du budget de l'UE (13 ont déjà été approuvés par la Commission européenne dans le cadre de cette garantie). Ces opérations devraient mobiliser un investissement d'environ 23 milliards d'euros. Parmi ces opérations approuvées par la BEI, 9 projets ont été signés jusqu'à ce jour.

▶ Quel type de projets le FEIS soutient-il, qui peut introduire une demande de financement du FEIS et quelle est la procédure à suivre?

Au vu des projets déjà approuvés, vous constaterez qu'environ la moitié d'entre eux portent sur l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique et d'autres investissements qui contribuent à la croissance d'une économie à faible

intensité de carbone. Les autres projets ont trait à la R&D et à l'innovation industrielle, aux infrastructures numériques et sociales, aux transports ainsi qu'à l'accès au financement pour les petites entreprises. Tous ces projets, mais aussi les projets à venir, ont une chose en commun: ils contribueront à la croissance économique et à la création d'emplois, et renforceront la compétitivité dans toute l'Europe.

Le FEIS s'intéresse plus particulièrement aux projets et domaines correspondant à une demande réelle ou à un dysfonctionnement du marché. Le niveau des investissements en Europe reste très insuffisant pour combler les retards de compétitivité. C'est pourquoi le FEIS cible des domaines clés capables de stimuler la compétitivité: la recherche, le développement et l'innovation, les infrastructures stratégiques et les petites entreprises.

Les entités de toutes tailles, qu'il s'agisse de services publics, d'entités *ad hoc* ou de sociétés porteuses de projets, peuvent introduire une demande de financement du FEIS. De même, les petites et moyennes entreprises (de moins de 250 employés) et les sociétés à moyenne capitalisation (de moins de 3 000 employés) peuvent solliciter un financement par le biais des institutions partenaires locales, présentes dans toute l'UE. Les banques nationales de développement et autres banques participeront à la concession de prêts intermédiés, à l'instar des Fonds et autres organismes de placement collectif.

L'expérience et le savoir-faire de la BEI, habituée à composer avec toute une kyrielle d'acteurs et de produits financiers, peuvent vraiment faire une différence et nous permettre d'obtenir l'appui dont nous avons besoin pour mettre en œuvre des projets stratégiques propices à la croissance en Europe.

▶ Beaucoup croient que le FEIS est destiné uniquement aux grands projets, or il existe aussi un guichet pour les PME. L'aide du FEIS s'adresse-t-elle vraiment aussi aux PME?

Absolument. Nous savons que le soutien des PME européennes est vital pour le dynamisme futur de nos économies, d'autant que ces entreprises constituent la principale source



► Le projet Galloper concerne l'extension du parc éolien offshore Greater Gabbard (Royaume-Uni), avec l'installation de 56 turbines supplémentaires.

de création d'emplois. C'est pourquoi près d'un quart de la dotation originale du FEIS (5 milliards d'euros sur un total de 21 milliards d'euros) servira à aider les petites et moyennes entreprises à accéder au financement.

Tant le FEI (Fonds européen d'investissement, l'une des entités du groupe BEI) que la BEI elle-même soutiendront les PME dans le cadre du FEIS au travers d'institutions partenaires.

Le FEI a déjà obtenu des résultats impressionnants. En s'appuyant sur notre réseau de banques et d'institutions partenaires, ce fonds a déjà signé plus de 50 opérations dans le cadre du FEIS, soit un financement total qui dépasse 2 milliards d'euros. Cela devrait générer plus de 17 milliards d'euros d'investissements. Quelque 65 000 PME et sociétés à moyenne capitalisation boursière devraient en bénéficier en Allemagne, en Belgique, en Bulgarie, en France, en Italie, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Pologne, au Portugal, en République tchèque et au Royaume-Uni.

► **Le FEIS joue un rôle complémentaire et additionnel vis-à-vis des programmes régionaux, nationaux et européen en cours et des opérations et activités existantes de la BEI. Comment ce rôle sera-t-il mis en œuvre dans la pratique? N'y a-t-il pas chevauchement entre le FEIS et les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI)?**

Ces deux structures soutiennent tous les objectifs de la politique de l'UE. Il s'agit certes d'instruments différents, conçus différemment et régis par des règlements et des délais propres, mais ils présentent un grand potentiel de complémentarité.

Les programmes relevant des Fonds ESI peuvent contribuer aux objectifs du plan d'investissement pour l'Europe et complètent le soutien apporté par le FEIS. Ils peuvent appuyer des projets soutenus par le FEIS et garantir ainsi une plus grande valeur ajoutée. Nous éviterons les doubles emplois et les chevauchements en veillant à ce que différents types de financement ne soient combinés dans le cadre d'un même projet que s'il est clairement établi que cela générera une valeur ajoutée et que la participation de l'UE en sera plus efficace.

Parfois, c'est la combinaison de ces fonds qui nous permet d'attirer d'autres types de financement pour un projet. C'est ainsi qu'en France, dans la région Nord-Pas de Calais, notre apport en capitaux (contribution que nous avons proposée à la Commission européenne dans le cadre des financements du FEIS) soutiendra un programme destiné aux petites et moyennes entreprises qui investissent dans l'économie à faible intensité de carbone. Ici, les Fonds ESI viennent compléter les financements de la BEI et d'autres financements



FORUM MONDIAL L'ÉCONOMIE RESPONSABLE – LILLE, 2015

Le Forum mondial de l'économie responsable, qui s'est déroulé à Lille, Nord-Pas de Calais, du 20 au 22 octobre. Plusieurs responsables de projets se sont succédé pour présenter des projets qui devraient être financés par ce fonds d'investissement exclusivement réservé à la troisième révolution industrielle (REV3).

POUR EN SAVOIR PLUS:
www.responsible-economy.org/fr/

privés. De plus, l'assistance technique du programme est financée par les Fonds ESI. C'est la première fois que le FEIS, les Fonds ESI et des investisseurs privés s'associent pour soutenir un instrument financier au sein d'une même structure, et cette expérience devrait être reproduite dans toute l'Europe.

En termes plus techniques, le cadre juridique (règlement sur le FEIS) et la gouvernance dédiée ont été définis de telle sorte que seuls les projets respectant la condition d'additionnalité seront financés. Par exemple, conformément aux critères stipulés par les règlements sur le FEIS, il incombe au comité d'investissement de déterminer si les projets sont éligibles à la garantie de l'UE. Un tableau de bord fournissant une évaluation qualitative de chaque projet aide les experts, membres du comité d'investissement, à prendre leur décision.

Le FEIS permettra aussi au groupe BEI de multiplier les transactions les plus audacieuses sur l'échelle de risque. En misant davantage sur l'innovation et en prenant plus de risques que par le passé, le groupe BEI renforcera considérablement l'impact économique de ses activités, notamment pour ce qui est de la mobilisation de nouveaux investissements.

► **De nombreux observateurs craignent que le soutien du FEIS ne bénéficie qu'aux pays les mieux notés. Comment le FEIS pourra-t-il assurer un certain équilibre régional et sectoriel?**

Le FEIS cible clairement les investissements réalisés sur tout le territoire de l'UE. Les pays les mieux notés ne bénéficient d'aucun traitement de faveur.

En même temps, il convient de souligner qu'aucun quota géographique ou sectoriel n'a été fixé. Le FEIS est axé sur la demande et il soutiendra des projets dans toute l'UE, y compris des projets transfrontaliers. Ces projets seront jugés sur leurs mérites respectifs.

Toutefois, grâce à sa rigueur et à la garantie offerte, cette approche nous permet d'augmenter notre capacité d'absorption des risques et d'attirer des fonds pour des investissements plus ambitieux.

Le succès du plan d'investissement ne dépend pas seulement du FEIS. Des réformes structurelles s'imposent et il faudra aussi lever les obstacles juridiques et administratifs à l'investissement, tant au niveau de l'UE qu'à l'échelon national. Tout le monde devra contribuer à cette tâche.

► **Comment l'impact sera-t-il mesuré?**

La BEI suivra et mesurera les résultats et l'impact du FEIS pendant et après la phase de mise en œuvre, en s'intéressant surtout à l'incidence des projets sur la croissance et la création d'emplois.

Nous avons rapidement fourni les premiers résultats en soutenant des projets importants et en mobilisant des investissements réellement favorables à la croissance, à l'emploi et à la compétitivité en Europe. Les bons résultats obtenus et l'importance des projets que nous avons fait naître montrent ce que nous sommes capables de réaliser au sein de l'UE lorsque nous unissons nos forces et œuvrons ensemble à un but commun: mobiliser des investissements générateurs de croissance, d'emplois et de compétitivité en Europe.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
http://ec.europa.eu/priorities/jobs-growth-investment/plan/efsi/index_fr.htm
<http://www.eib.org/efsi/index.htm>

► L'EUROPE DANS MA RÉGION – CONCOURS PHOTO 2015

Pour la quatrième année consécutive, les citoyens d'Europe – et cette année pour la première fois les habitants des pays candidats à l'adhésion – ont été invités à présenter des projets financés par l'UE qui ont un réel impact dans leur région. Le concours photo «L'Europe dans ma région», organisé par la DG Politique régionale et urbaine, est une façon de témoigner de l'excellent travail réalisé dans le cadre des projets financés par l'UE et de leur impact à l'échelon local.

Pour participer, il fallait prendre une photo d'un projet financé par l'UE, la seule exigence étant que sur cette photo figurent des informations attestant de ce financement (par exemple, une plaque ou un panneau) et le drapeau européen. À l'issue de la période de candidature, le public a pu voter en ligne, ce qui a permis de dégager une liste de finalistes avant sélection des lauréats par un jury d'experts.

Plus de 550 photos présentées ont été acceptées. C'est la Grèce qui en a proposé le plus (110), suivie de la Bulgarie (96) et de la Roumanie (77). En récompense, les trois lauréats ont été invités à se rendre à Bruxelles, accompagnés d'une personne de leur choix, à l'occasion des Open Days, en octobre. Ils ont assisté à la cérémonie de remise des prix RegioStars et ont été invités à monter sur scène, où ils ont reçu un exemplaire encadré de leur photographie ainsi qu'un trophée des mains de la commissaire en charge de la politique régionale, Corina Crețu.

LES RÉSULTATS EN UN COUP D'ŒIL

► **552**
candidatures acceptées
en provenance de ► **33**
pays

► **4 541**
votes enregistrés

► **45 820**
visiteurs différents
sur le site web

► **3**
lauréats

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
<http://on.fb.me/10i2Nuk>



1. MAŁGORZATA PODSTAWA – Cracovie, Pologne. Projet: Amélioration de la qualité des infrastructures touristiques dans la région de Pieniny – FEDER
2. TOMAŽ VARLEC – Dobrova, Slovénie. Projet: LIFE Stop CyanoBloom – Technologie innovante pour le contrôle des proliférations cyanobactériennes – Financement LIFE
3. PARASKEVAS GRIGORAKIS – Thessalonique, Grèce. Projet: Maintenance et restauration d'un bâtiment historique (école) – FEDER

▶ PARTENARIATS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME URBAIN DE L'UE

La mise en œuvre du programme urbain de l'UE mobilise les énergies. Les premiers partenariats pilotes sont en préparation. Ils constituent le principal mécanisme d'intégration des villes au processus d'élaboration des politiques de l'UE.

Aujourd'hui, près de 70% de la population de l'UE vit en zone urbaine. Les villes d'Europe sont le moteur de l'économie européenne, fournissant emplois et services. Mais elles concentrent aussi certains des plus grands défis auxquels nous sommes confrontés, des problèmes économiques, sociaux, environnementaux et démographiques souvent corrélés. Ces zones absorbent aussi 55% des investissements publics.

Les Européens sont de plus en plus nombreux à reconnaître la nécessité d'adopter un programme urbain. Cela permettra de mieux tenir compte des problématiques urbaines lors de l'élaboration des politiques de l'UE, qui seront ainsi plus réalistes.

La Commission, forte d'un soutien politique accru au programme urbain de l'UE (en témoigne l'approbation de ce programme dans la déclaration de Riga en juin 2015) a intensifié son action en créant un groupe de projet sur les questions urbaines, placé sous la houlette des vice-présidents de la Commission **Maroš Šefčovič** et **Jyrki Katainen**.

Les principales conclusions de la consultation publique sur les caractéristiques essentielles d'un programme urbain de l'UE, lancée en 2014, ont aussi été publiées cette année. Elles permettent de définir les orientations futures.

La voie à suivre

Le programme urbain de l'UE ne porte pas sur la conception des politiques nationales mais plutôt sur le renforcement de la dimension urbaine au sein des politiques européennes et nationales, et sur la mobilisation des villes pour la conception et la mise en œuvre de ces politiques.

La voie à suivre passe par la création de partenariats composés d'experts de la Commission, des États membres, des villes et d'autres parties prenantes – par exemple, des réseaux, des ONG et des entreprises – en vue d'une préparation opportune et efficace des plans d'action, puis de leur mise en œuvre.



LA DÉCLARATION DE RIGA

La déclaration de Riga, intitulée «En route vers l'agenda urbain européen», adoptée le 10 juin dernier au cours de la réunion informelle des ministres en charge de la politique de cohésion, de la cohésion territoriale et des questions urbaines, identifie les éléments et principes essentiels dont il faudra tenir compte lors du processus d'élaboration du programme urbain européen au cours des prochaines présidences de l'UE.

POUR EN SAVOIR PLUS:

<https://eu2015.lv/fr/actualites/communiqué-aux-medias/2164-les-ministres-de-l-ue-parviennent-a-un-accord-sur-la-declaration-de-riga-en-route-vers-l-agenda-urbain-europeen>

Une telle approche permettrait d'optimiser leur efficacité et de réduire les coûts d'exécution. Douze thèmes prioritaires à mettre en œuvre dans le cadre des partenariats ont été dégagés (voir encadré).

Partenariats pilotes

Les quatre premiers partenariats pilotes seront lancés fin 2015. Ils aborderont les thèmes suivants.

PAUVRETÉ URBAINE L'objectif est de réduire la pauvreté et d'améliorer l'inclusion des personnes qui sont en situation précaire ou menacées de pauvreté et vivent dans des quartiers défavorisés. La pauvreté urbaine fait référence aux problèmes liés à une concentration structurelle de la pauvreté

dans des quartiers en difficulté et aux solutions qu'il faudrait concevoir et appliquer dans le cadre d'une approche intégrée. Les activités porteront sur la concentration spatiale de la pauvreté structurelle dans ces quartiers (et la régénération de ces zones), sur la pauvreté infantile et sur les sans-abris.

LOGEMENT L'objectif est de proposer des logements abordables et de bonne qualité. L'accent sera mis sur les logements publics abordables, les règles relatives aux aides d'État et la politique générale en matière de logement.

INCLUSION DES MIGRANTS ET DES RÉFUGIÉS L'objectif est de gérer l'intégration des immigrants et des réfugiés provenant de pays tiers, et de définir un cadre pour leur inclusion. Ce cadre couvrira le logement, l'intégration, la prestation de services publics, l'inclusion sociale, l'éducation et le marché du travail.

QUALITÉ DE L'AIR L'objectif est d'élaborer des systèmes et des politiques garantissant un air sain pour la vie humaine. Cette intervention portera sur les aspects législatifs et techniques liés à différentes sources de pollution: voitures, industries, activités agricoles, etc.

Organisation de partenariats

Les partenariats doivent préparer et mettre en œuvre un plan d'action proposant des mesures concrètes aux différents échelons: européen, national et local. Ils constituent un mécanisme essentiel pour la mise en œuvre du programme urbain de l'UE et ils développeront une approche multiniveau (verticale) et pluridimensionnelle (horizontale).

LES 12 THÈMES PRIORITAIRES DU PROGRAMME URBAIN DE L'UE

- ▶1 EMPLOIS ET COMPÉTENCES DANS L'ÉCONOMIE LOCALE
- ▶2 PAUVRETÉ URBAINE
- ▶3 LOGEMENTS ABORDABLES
- ▶4 INCLUSION DES MIGRANTS ET DES RÉFUGIÉS
- ▶5 UTILISATION DURABLE DES TERRES ET DE SOLUTIONS NATURELLES
- ▶6 ÉCONOMIE CIRCULAIRE
- ▶7 ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE
- ▶8 TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
- ▶9 MOBILITÉ URBAINE
- ▶10 QUALITÉ DE L'AIR
- ▶11 TRANSITION NUMÉRIQUE
- ▶12 MARCHÉS PUBLICS INNOVANTS ET RESPONSABLES

« La déclaration de Riga reconnaît le rôle primordial des villes dans la réalisation des objectifs de croissance et d'emploi fixés par la stratégie Europe 2020 et par la Commission Juncker. La déclaration que nous avons établie sur la base de notre consultation publique sur l'agenda urbain européen et les conclusions que nous en avons tirées indiquent clairement la marche à suivre. »

▶ CORINA CREȚU – COMMISSAIRE EUROPÉENNE EN CHARGE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE

Chaque partenariat regroupe la Commission (qui facilite le processus), des États membres, des villes (au travers d'associations comme le réseau Eurocités ou le Conseil des communes et régions d'Europe) et des parties prenantes (ONG, entreprises, experts, etc.). La durée d'un partenariat est d'environ 3 ans.

La coopération entre les différents partenariats est encouragée car les thématiques sont liées. Néanmoins, l'organisation et les méthodes de travail peuvent être légèrement différentes d'un partenariat à l'autre.

Perspectives

Le programme urbain de l'UE figure parmi les priorités de la présidence néerlandaise de l'UE en 2016. Un accord entre les États membres sur les principaux éléments d'un programme urbain de l'UE devrait être signé au premier semestre 2016, débouchant sur la conclusion du pacte d'Amsterdam sur le programme urbain de l'UE en mai 2016.

Le premier appel à propositions d'actions urbaines innovantes devrait aussi être lancé avant fin 2015. Cette initiative, dotée d'un budget de 371 millions d'euros pour la période 2015-2020, vise à expérimenter de nouvelles solutions aux problèmes que rencontrent les autorités urbaines.

Chaque projet bénéficiera d'un soutien financier pouvant atteindre 5 millions d'euros, axé en 2015 sur les thèmes suivants: transition énergétique; pauvreté urbaine; investissement dans l'intégration des migrants et des réfugiés; emplois et compétences dans l'économie locale.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/news/2015/05/eu-urban-agenda-key-features-results-of-the-public-consultation
http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/news/2015/11/11-04-2015-urban-innovative-actions-initiative-call

► CRISE MIGRATOIRE: LA RÉPONSE EUROPÉENNE

LE RÔLE DES FONDS STRUCTURELS ET D'INVESTISSEMENT EUROPÉENS

Chaque jour, des milliers de réfugiés fuyant la violence au Moyen-Orient et dans d'autres parties du monde franchissent les frontières européennes dans l'espoir d'y trouver un toit et d'offrir à leur famille une vie paisible. La détérioration des conditions climatiques et l'aggravation des risques sur les itinéraires de transit ne suffisent pas à dissuader les réfugiés cherchant asile en Europe. Leur nombre est d'ailleurs appelé à augmenter encore dans les mois à venir. Face à cet afflux massif, l'UE et les États membres sont contraints de prendre rapidement en charge ces réfugiés et de fournir à ceux qui resteront dans l'UE des conditions leur garantissant un hébergement sûr et une intégration rapide. Les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) sont l'une des solutions.

Le président Juncker a affirmé avec fermeté: «S'il est un domaine dans lequel la solidarité européenne devrait se manifester, c'est bien la crise des réfugiés.» Ces propos reflètent la décision de la Commission d'intégrer une politique migratoire globale parmi les priorités actuelles de l'UE. La migration, le redéploiement des migrants et leur protection internationale figurent désormais parmi les grandes priorités politiques de la Commission.

La migration est un problème transversal, qui concerne plusieurs domaines politiques et différents acteurs, aussi bien à l'intérieur qu'en dehors de l'UE. C'est pourquoi il convient d'adopter une approche coordonnée et plurielle, étayée par divers instruments budgétaires. Les Fonds ESI sont l'un des éléments de cette réponse.

Suite aux derniers incidents tragiques en Méditerranée et face à l'afflux croissant de réfugiés, la Commission a publié deux communications, en mai et septembre 2015, pour faire face aux difficultés immédiates. Les Fonds ESI sont explicitement décrits comme une source de financement importante pour soutenir des politiques d'intégration efficaces englobant l'éducation, l'emploi, le logement et la lutte contre la discrimination. L'accueil et l'intégration des réfugiés déplacés sont prévus dans le cadre juridique existant, conformément à l'objectif général de l'UE d'instaurer une croissance inclusive et l'égalité des chances pour tous, y compris les migrants.



Si les mesures d'intégration sociale relèvent principalement du Fonds social européen (FSE), des mesures peuvent aussi être planifiées au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER): investissements importants dans le domaine social, dans les secteurs de la santé et de l'éducation, dans le logement et dans les infrastructures d'accueil de la petite enfance; revitalisation de zones urbaines défavorisées; mesures visant à réduire l'isolement spatial et éducatif des migrants; création de jeunes entreprises.

Outre une assistance à moyen et long termes, la Commission est prête à envisager et à adopter des modifications aux programmes relevant des Fonds ESI pour être en mesure de réagir rapidement aux situations d'urgence auxquelles les États membres et non membres touchés par la crise des réfugiés se retrouvent confrontés. Bien que le Fonds «Asile, migration et intégration» (FAMI), doté d'un budget de plus de 3 milliards d'euros, ait été mis en place pour faire face aux besoins à court terme, d'autres ressources des Fonds ESI peuvent être réaffectées en urgence aux migrants et



► Au Portugal, grâce au financement de l'UE, un centre local d'aide à l'intégration des immigrants a fourni à 1 215 d'entre eux une aide sociale et juridique ainsi que des contacts et des informations pour les aider à accéder à l'emploi.



aux réfugiés dans des circonstances exceptionnelles. Les futurs investissements pourront financer des hôpitaux mobiles, des centres d'accueil et d'enregistrement, des installations sanitaires et d'approvisionnement en eau, le développement d'infrastructures de formation professionnelle, le déploiement de services sociaux et de santé de base, des structures d'hébergement ou des actions pour renforcer les capacités des services d'accueil, etc.

Dans ce contexte, la Commission a invité les 28 États membres à revoir les priorités de la période 2014-2020 pour déterminer si les mesures d'intégration des réfugiés et des migrants sont suffisamment présentes et explicites. L'Italie et la Grèce, qui abritent les plus grands ports d'entrée de migrants arrivant par la Méditerranée, ont déjà étudié cette question et révisé certains programmes de la période 2014-2020.

Le programme italien «Legalità» vise à promouvoir l'État de droit dans les régions les moins développées, mais en

réponse aux récents événements dans les zones côtières, des actions spécifiques en faveur des immigrants et demandeurs d'asile en situation régulière y ont aussi été intégrées. Le programme national 2014-2020 allouera quelque 41 millions d'euros à la restructuration et à la réhabilitation de locaux confisqués à la mafia, qui seront principalement utilisés comme centres d'hébergement des immigrants, demandeurs d'asile et bénéficiaires de l'aide internationale et humanitaire en situation régulière. Dans ces centres, les immigrants en situation régulière profiteront de mesures d'inclusion sociale et d'insertion professionnelle financées par le FSE.



► En Allemagne, avec le soutien du FSE, le service Lotsendienst pour les migrants (service pilote) a offert ses conseils à quelque 1 400 migrants souhaitant créer leur propre entreprise. 735 d'entre eux y sont parvenus grâce à des séances de coaching individuel. Les nouvelles entreprises ont également été encadrées par des programmes pilotes destinés aux jeunes entreprises au cours de leur première année d'existence.

En Grèce, les 13 programmes régionaux pour la période 2014-2020 recevront le soutien du FEDER pour financer la construction, la rénovation et l'ouverture de centres d'accueil destinés aux migrants. Au titre de l'objectif (thématique) 9 des Fonds ESI (inclusion sociale et pauvreté), d'autres interventions sont envisagées: jeunes entreprises favorisant l'inclusion, entreprises sociales, logements sociaux, infrastructures de garde d'enfants, régénération de zones urbaines défavorisées, etc. Ces interventions pourront cibler tous les groupes vulnérables, y compris les migrants.

En résumé, la Commission utilise tous les moyens et toutes les voies à sa disposition pour faire face à l'évolution rapide de la crise migratoire en garantissant une réponse globale et adaptée aux situations locales. De nombreuses visites bilatérales ont été organisées, notamment en Croatie, en Grèce et en Slovénie, et bien d'autres sont prévues pour la prochaine période. Les réunions de haut niveau avec les autorités turques, de même que la réunion d'octobre avec les chefs d'État ou de gouvernement des pays des Balkans occidentaux et de tous les États membres situés sur l'itinéraire de migration vers l'Allemagne, attestent du fort soutien de la Commission en faveur d'une gestion commune des flux migratoires et de son engagement à faire face aux conséquences à long terme de cette crise.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/priorities/migration/index_fr.htm

► LES PROGRAMMES DES FONDS ESI ET LE SEMESTRE EUROPÉEN

ALIGNER LES INVESTISSEMENTS RÉGIONAUX SUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES PLUS GÉNÉRALES

Lors des discussions et de la préparation des programmes relevant des Fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020, une attention accrue a été accordée aux liens entre les investissements prévus et les autres politiques économiques. Cet intérêt est particulièrement marqué dans les recommandations par pays (CSR) formulées dans le cadre du semestre européen. Quelle est l'incidence du semestre européen sur la façon dont les programmes nationaux et régionaux abordent les investissements prévus pour la période 2014-2020?

Le semestre européen est une nouvelle structure de gouvernance économique introduite en 2010 parallèlement à la stratégie Europe 2020. Les CSR, adoptées depuis 2011 par le Conseil européen, constituent l'un des éléments essentiels du semestre. Elles sont largement fondées sur le document d'analyse de la Commission européenne (aujourd'hui appelé «rapport par pays») et identifient pour chaque État membre une liste de grandes priorités en matière de politique économique dans différents domaines.

Si les CSR ont joué un rôle secondaire dans l'établissement des priorités de la période 2014-2020, depuis 2010, les liens entre les CSR et les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) se sont développés rapidement et les CSR ont exercé une influence sur la nouvelle génération de programmes. La législation relative aux Fonds ESI reconnaît deux liens principaux: le lien entre les CSR préexistantes et la préparation des programmes de la période 2014-2020, et la possibilité que les futures CSR contribuent à la reprogrammation (volet 1 de la clause de conditionnalité macro-économique).

Quand parle-t-on de CSR «en rapport avec la cohésion»?

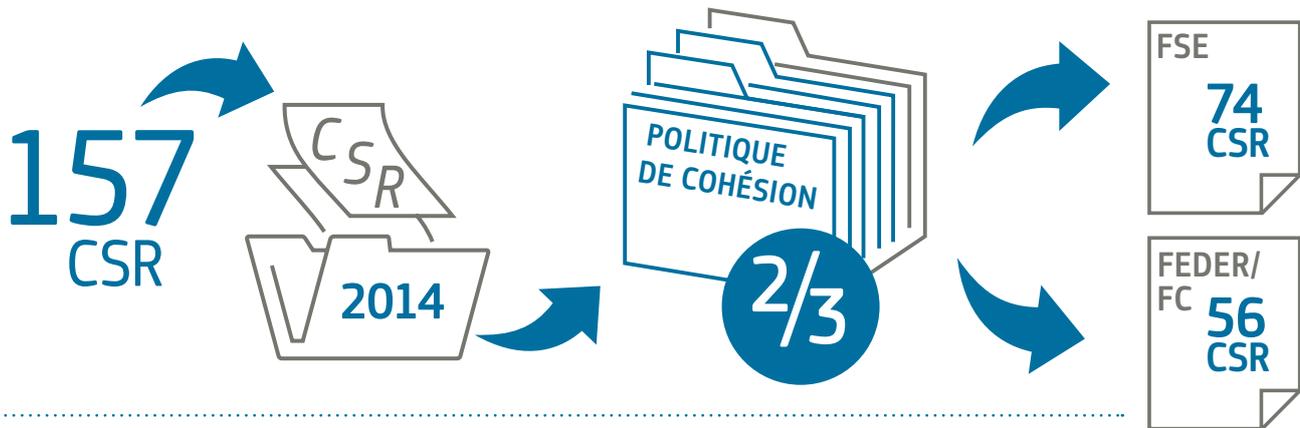
Depuis 2014, les questions traitées dans les CSR se sont multipliées et elles relèvent de plus en plus des Fonds ESI. Dans l'exercice de 2014, sur un total de 157 CSR, plus des deux tiers étaient liées à la politique de cohésion (mesures financées par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE) et le Fonds de cohésion (FC)). 74 CSR relevaient du FSE et 56 du FEDER/Fonds de cohésion (dont 20 qui relevaient à la fois du FSE et du FEDER/FC).

Ces recommandations «en rapport avec la cohésion» couvraient un vaste éventail de thèmes et différents types de mesures politiques et de réformes structurelles. Globalement, elles portaient sur trois thèmes: 1) les conditions cadres ou les stratégies politiques pertinentes pour les programmes relevant des Fonds ESI, 2) l'identification des besoins d'investissement ou 3) les capacités administratives. Les thèmes le plus souvent abordés dans les CSR parmi ceux qui relèvent du FEDER ou du Fonds de cohésion avaient trait à l'énergie, aux ressources naturelles, à l'accès au financement pour les PME, à la R&D, à l'innovation et à la capacité administrative. Dans le cas du FSE, les domaines le plus souvent abordés étaient la politique du marché du travail, les réformes éducatives et l'inclusion sociale.

Il est intéressant de constater que la grande majorité des 110 CSR formulées en 2014 concernaient des États membres «moins développés», mais seules 4 CSR (pour la Croatie, la République tchèque, l'Italie et la Roumanie) incluaient des recommandations spécifiques sur la gestion des fonds européens. Ces exceptions mises à part, il n'est pas toujours facile de savoir si des CSR relèvent ou non de la politique de cohésion. Les rapports semestriels par pays, désormais élaborés avant que la Commission formule ses CSR, comportent parfois une analyse de la pertinence des programmes de l'UE au regard des problèmes politiques. De même, certains États membres ont fait référence de façon explicite aux CSR

(1) L'abréviation anglaise CSR (country specific recommendations) sera utilisée tout au long de cet article pour désigner les recommandations par pays.

RECOMMANDATIONS PAR PAYS (CSR) EN 2014, EN RAPPORT AVEC LA POLITIQUE DE COHÉSION



dans leurs accords de partenariats et leurs programmes. Enfin, les CSR en rapport avec la cohésion ont fait l'objet de discussions lors de l'élaboration des programmes et ont influencé les résultats même si aucune référence explicite n'a été formulée.

En 2015, les CSR ont été beaucoup moins nombreuses puisqu'elles sont passées d'environ 150 à une centaine seulement. Elles étaient aussi généralement plus brèves et contenaient moins de sous-thèmes. Les 102 CSR pour 2015 comprenaient 161 recommandations politiques. Chose frappante, seules 61 de ces recommandations politiques relèveraient des Fonds ESI, un chiffre très inférieur à celui de 2014. Cependant, la Commission a souligné que les recommandations par pays les plus ambitieuses formulées lors des années précédentes n'avaient pas perdu leur importance et qu'elle continuerait d'encourager jusqu'au bout la mise en œuvre de ces réformes.

Une possible reprogrammation en vertu de la clause de conditionnalité macroéconomique

La législation pour la période 2014-2020 prévoit aussi la possibilité pour la Commission de demander, le cas échéant, la modification des accords de partenariat et des programmes opérationnels adoptés pour soutenir une nouvelle CSR. Notons que, étant donné que les réformes structurelles ont trait à des problèmes de long terme, ces modifications ne devraient pas être fréquentes. La Commission a reconnu que des reprogrammations trop fréquentes pourraient perturber les stratégies d'investissement pluriannuelles. La question de la reprogrammation suscite déjà bien des débats en raison d'un problème politique clé : la réponse de l'UE à l'augmentation spectaculaire de l'immigration. Le **commissaire Crețu** a invité les responsables des programmes à revoir leurs priorités d'investissement et à envisager de leur propre chef une reprogrammation.

Prochaines étapes

Le fait de lier le cycle de programmation pluriannuelle de la politique de cohésion aux CSR annuelles à court terme a soulevé des inquiétudes parmi les acteurs de la politique de cohésion. Il est vrai que les CSR sont révisées chaque année et peuvent être liées à des priorités politiques de court terme, mais dans la pratique, les CSR liées à la politique de cohésion sont toutes envisagées à moyen et long termes, même si la Commission, en proposant ces CSR, encourage les États membres à entreprendre en priorité un processus de réforme.

Concernant les futurs liens entre les Fonds ESI et le semestre européen, plusieurs défis devront probablement être relevés au cours des prochaines années : démontrer la contribution des Fonds ESI aux priorités économiques européennes, nationales et régionales, y compris leur contribution aux CSR en rapport avec la cohésion ; trouver le bon équilibre entre les objectifs à moyen et à long termes des investissements relevant des Fonds ESI et les programmes politiques décrits dans les CSR annuelles ; utiliser la marge de manœuvre des programmes relevant des Fonds ESI pour répondre avec souplesse aux changements importants dans les besoins et procéder, si nécessaire, à une reprogrammation ; enfin, déterminer quand et comment il faut invoquer la clause de conditionnalité macroéconomique (volet 1) en vue d'effectuer une reprogrammation stratégique.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/europe2020/making-it-happen/country-specific-recommendations/index_fr.htm



► PAGE DE DROITE:
Corina Crețu et Lambert van Nistelrooij avec
des représentants des quatre projets lauréats.

► Lambert van Nistelrooij,
président du jury

► PRIX REGIO- STARS 2015: DES PROJETS INNOVANTS DE LA POLI- TIQUE DE COHÉSION

LES QUATRE PROJETS
LAURÉATS

Lors de la cérémonie de remise des prix RegioStars, le 13 octobre 2015 au Bozar de Bruxelles, **Corina Crețu**, commissaire en charge de la politique régionale, et **Lambert van Nistelrooij**, président du jury RegioStars et eurodéputé, ont annoncé le nom des lauréats des prestigieux prix RegioStars, qui récompensent les projets européens les plus innovants et les plus exemplaires soutenus par la politique de cohésion européenne.

Sur un total de 143 propositions, le jury a sélectionné comme finalistes candidats à un prix 17 projets originaux et innovants de développement urbain et régional. Ces projets exemplaires concouraient dans les catégories suivantes: «Croissance intelligente», «Croissance durable», «Croissance inclusive» et «CityStar».

Les finalistes venaient de régions et de villes appartenant à 15 États membres: l'Autriche, la Bulgarie, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, l'Irlande, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni et la Suède. Leurs travaux portaient sur différents domaines, depuis le soutien aux petites entreprises par le biais de l'innovation dans les TIC jusqu'au renforcement de l'efficacité énergétique en passant par l'inclusion sociale et des initiatives de planification urbaine.

Les projets finalistes et les lauréats des prix RegioStars sont d'excellents exemples de la créativité et de l'engagement des Européens. Ils témoignent de tout ce qui peut être réalisé avec l'aide des fonds de l'UE.

► POUR EN SAVOIR PLUS
http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/regio-stars-awards

► CROISSANCE INTELLIGENTE

Libérer le potentiel de croissance des PME à l'heure de l'économie numérique.



► DÉVELOPPEURS DE JEUX SCANDINAVES

Midtjylland (Danemark) et Västsverige (Suède)
Le projet offre conseils et formation aux jeunes entrepreneurs de l'industrie scandinave des jeux numériques et les aide à créer des entreprises viables dans un environnement extrêmement compétitif. L'incubateur d'entreprises de Grenå (Danemark) utilise un modèle d'activité mis au point par l'université suédoise de Skövde, partenaire du projet. Il a suivi la création de 22 petites entreprises, qui emploient actuellement 67 personnes.

► www.videndjurs.dk

► CROISSANCE INCLUSIVE

Intégrer dans la société les personnes menacées d'exclusion sociale.



► DIRITTI A SCUOLA

Les Pouilles (Italie)

Ce projet fondé sur une approche mixte des services éducatifs et sociaux a considérablement réduit l'abandon scolaire précoce dans la région. Il a fourni aux étudiants et à leur famille des services de conseil et d'orientation pédagogique, ainsi qu'une médiation interculturelle. Le pourcentage d'élèves de 15 ans présentant des capacités de lecture limitées est descendu à 16,7% en 2012, en dessous de l'objectif national de 20%. Le taux d'abandon scolaire précoce a lui aussi baissé, passant de 30,3% en 2003 à 19,9% en 2013. Au total, plus de 50000 étudiants et 10000 familles ont bénéficié du programme, qui leur a ouvert de nouvelles perspectives prometteuses.

► www.pugliausr.it/default.aspx?Page=Office_Section&code=132&tipo=1

► CROISSANCE DURABLE

Mobiliser les investissements dans l'efficacité énergétique au profit des citoyens et de la société.

► PICSA

Andalousie (Espagne)

Le programme de construction durable en Andalousie a permis d'investir dans la rénovation énergétique des bâtiments et la réhabilitation des zones urbaines, ce qui a stimulé la compétitivité du secteur de la construction et la création d'emplois qualifiés. Ce programme a rendu le secteur de la construction plus écologique et contribué à créer des emplois. D'autre part, l'un de ses principaux objectifs est de sensibiliser le public à l'importance de la construction durable et économe en énergie. Le projet a permis d'économiser 26000 tonnes/an d'énergie, de réduire les émissions de CO₂ de 62000 tonnes et il devrait créer des milliers d'emplois dans les années à venir.



► www.agenciaandaluzadelaenergia.es/ciudadania/programa-de-impulso-la-construccion-sostenible-de-andalucia/

► CITYSTAR

Préparer les villes aux défis de demain.

► EUROCITÉ CHAVES-VERÍN

Galice (Espagne) et Nord du Portugal (Portugal)

Les villes de Chaves et de Verín ont unis leurs efforts pour créer une «Eurocité»: grâce à des installations et des services municipaux communs, elles organisent ensemble des événements culturels, des activités commerciales, sportives, touristiques et de loisirs ainsi que des actions pour promouvoir l'entrepreneuriat. Le projet démontre que l'intégration institutionnelle, économique, sociale et culturelle de deux villes transfrontalières est possible et apporte de réels avantages en termes de coûts, d'efficacité et de diversification des services municipaux offerts aux citoyens.

► <http://en.eurocidadechavesverin.eu/>



► BULGARIE – LA CROISSANCE S’INSTALLE, LAISSANT DERRIÈRE ELLE LA CRISE ÉCONOMIQUE



Panorama évoque avec le vice-Premier ministre Tomislav Donchev la contribution de la politique de cohésion au redressement de la Bulgarie et la mise en œuvre des futures subventions.

► La Commission européenne a adopté l'accord de partenariat avec la Bulgarie en août 2014. Quelles ont été les principales mesures mises en œuvre depuis lors?

Les priorités des Fonds ESI en Bulgarie sont organisées en dix programmes, dont neuf ont déjà été approuvés. Les structures de gestion sont globalement identiques à celles de la période 2007-2013 mais, pour la mise en place des systèmes de gestion et de contrôle, nous avons cherché à simplifier les processus sans pour autant réduire l'efficacité du contrôle en nous appuyant sur l'expérience acquise. Nous avons récemment désigné les premières autorités, notamment celle chargée du plus grand programme du FSE. Ce programme soutient les opérations sur le marché du travail, l'inclusion sociale et l'emploi des jeunes, ce qui est extrêmement important pour aider l'économie bulgare à se redresser alors qu'elle commence à entrevoir une sortie de crise. Nous nous efforçons également d'améliorer le cadre juridique en introduisant une nouvelle loi sur la gestion des Fonds ESI, qui devrait d'ailleurs être adoptée prochainement par le parlement.

► Quel a été l'impact du Fonds de cohésion de l'UE depuis l'adhésion de la Bulgarie à l'UE?

Les investissements opérés par le biais des fonds européens ont eu un impact substantiel sur le développement social et économique du pays dans le sens où ils ont permis de surmonter certaines difficultés majeures auxquelles nous étions confrontés. Selon les estimations, le PNB réel devrait afficher une croissance supérieure de 7,2% à celle indiquée pour le scénario «zéro». L'emploi est supérieur de 4,5% au niveau qu'il aurait atteint sans l'aide des fonds, et les investissements privés ont augmenté de 26,9%.



Plus concrètement, les fonds profitent à une grande majorité de citoyens bulgares puisque plus de 1 000 bâtiments publics ont été rénovés (bâtiments à vocation éducative, sociale et culturelle) et 1 116 km de routes, 424 km de chemins de fer, 262 km d'autoroutes et 21 km de lignes de métro ont été construits ou rénovés. Les projets urbains ont permis d'améliorer directement la vie de 3,5 millions de personnes, et la moitié de la population bénéficie aujourd'hui des investissements environnementaux dans les infrastructures de distribution d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets.

Les Fonds ESI resteront une importante source d'investissements publics. Toutefois, durant la période 2014-2020, nous nous concentrerons davantage sur l'éducation et la R&D. Parmi nos nouvelles priorités d'investissement, nous avons aussi inclus la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la gestion du risque environnemental et la qualité de l'air. Toutes ces priorités convergent vers la réalisation de l'objectif de croissance intelligente, durable et inclusive. S'agissant des approches de gestion, nous nous attacherons à simplifier encore les procédures, à améliorer l'accès aux fonds et à accroître la transparence et la responsabilisation. En d'autres termes, nous visons une forte orientation vers les résultats, une utilisation plus large de l'approche intégrée et une rentabilisation de l'argent public.

▶ Cette usine de traitement mécano-biologique à Sofia peut traiter 410 000 tonnes de déchets par an et produire du combustible dérivé de déchets (CDD) qui servira à la cogénération.



▶ Dans quelle mesure les organismes locaux et régionaux participent-ils à la gestion des différents PO en Bulgarie?

Les municipalités bulgares prennent en charge environ la moitié des opérations, qu'il s'agisse de projets d'infrastructure ou de mesures «douces». Elles disposent des compétences et de l'expérience pratique nécessaires pour participer activement à toutes les étapes du cycle de programmation.

L'importance des villes dans la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 et la dimension urbaine de la politique de cohésion renforcent encore le rôle des autorités locales dans la gestion des Fonds ESI. Elles assument davantage de responsabilités et serviront d'intermédiaires dans le cadre du développement urbain durable.

▶ Dans quelle mesure la Bulgarie utilisera-t-elle les instruments financiers?

La Bulgarie a été très satisfaite de l'utilisation des instruments financiers durant la période 2007-2013. Fin 2014, JEREMIE avait déboursé plus de 600 millions d'euros en faveur de plus de 6 300 PME et 320 start-ups. JESSICA a financé des mesures de réhabilitation et de développement urbains, et le total des montants approuvés et déboursés se chiffre à plus de 40 millions d'euros.

Pour la période 2014-2020, nous mettrons à profit l'expérience acquise et utiliserons plus largement les instruments financiers. Nous les étendrons à d'autres domaines, par exemple à l'environnement, et diversifierons les instruments utilisés. Nous nous emploierons prioritairement à soutenir les entreprises et start-ups innovantes, pour toutes sortes de produits, afin de faciliter la mise sur le marché et le déploiement d'idées économiquement viables. Le montant total des fonds engagés dans des instruments financiers s'élève à environ 650 millions d'euros, pour six programmes opérationnels. Les fonds seront alloués par l'intermédiaire d'un «Fonds de Fonds» national qui permettra de réaliser une économie d'échelle dans la gestion des coûts, de normaliser les procédures, d'accroître le levier financier et d'améliorer la synergie avec le financement par subvention. Par ailleurs, la Bulgarie a engagé 102 millions d'euros dans l'Initiative PME.

▶ Quels résultats espérez-vous au terme de cette période de sept ans?

D'après notre modélisation économique, d'ici la fin de 2020, notre PIB réel devrait afficher une croissance supérieure de 9,3 % au chiffre du scénario de base. Cette évolution serait attribuable à la fois aux effets à long terme des investissements réalisés durant la période 2007-2013 et à la mise en œuvre de la période 2014-2020.

En termes de résultats, cela signifie, d'ici 2023: une intensification des activités d'innovation/de R&D des entreprises de l'ordre de 30%; un accroissement de l'activité entrepreneuriale de 10%; un abaissement à 11 % de la proportion de jeunes de 18-24 ans déscolarisés; un relèvement à au moins 36 % du pourcentage de diplômés de l'enseignement supérieur dans la tranche des 30-34 ans; la participation de 3 % des 25-64 ans à l'apprentissage tout au long de la vie; une réduction de 50 % du temps consacré aux services administratifs par rapport à 2013, etc.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS
www.eufunds.bg/en/

► PAYS DE GALLES – LA POLITIQUE DE COHÉSION AU SERVICE DE LA CROIS- SANCE ET DE L'EMPLOI



► Jane Hutt, ministre des finances et des affaires gouvernementales, au côté du Professeur Richard B Davies, vice-président de l'Université de Swansea, durant la construction du Swansea Bay Innovation Campus.

Un an après le lancement de la période de programmation 2014-2020 des Fonds structurels et d'investissement européens, Jane Hutt, la ministre des finances et des affaires gouvernementales du Pays de Galles, explique à Panorama l'importance des Fonds de l'UE pour la viabilité et le dynamisme de l'économie galloise.

► **Quels progrès ont été réalisés depuis le lancement du programme 2014-2020 du Pays de Galles?**

Le Pays de Galles a été la première nation du Royaume-Uni, et parmi les premières de l'UE, à voir ses programmes 2014-2020 approuvés par la Commission européenne, et ce grâce à une étroite coopération entre le gouvernement gallois et ses partenaires économiques et sociaux au Pays de Galles, au Royaume-Uni et au sein de l'UE.

Je m'étais engagée à ce que la mise en œuvre de nos programmes de financement commence le plus rapidement possible afin que l'économie galloise continue d'être alimentée par ces investissements cruciaux. Nous avons réalisé des progrès considérables: quelque 400 millions de livres, soit un cinquième du financement total de l'UE, ont été investis dans des organisations publiques, privées et bénévoles à travers tout le Pays de Galles, portant l'investissement total à 880 millions de livres.

L'objectif central de la stratégie de prospérité du gouvernement gallois est de faire du Pays de Galles une nation innovante et compétitive à l'échelle mondiale. J'ai donc été ravie que le premier financement annoncé soit une enveloppe de



20 millions de livres octroyée par le Fonds européen de développement régional (FEDER) pour construire le centre d'innovation et d'entreprise de l'Université d'Aberystwyth, en Galles centrales. Ce complexe moderne de 35 millions de livres sterling permettra aux chercheurs et à l'industrie de travailler ensemble afin de garantir le succès commercial, à l'échelle mondiale, des idées novatrices aptes à stimuler la bioéconomie.

Les fonds de l'UE ont aussi investi dans un important projet d'utilisation de l'énergie marine en Galles du Nord. Minesto, qui bénéficiera d'une aide de 10 millions de livres sterling du FEDER, œuvrera à la conception, à la fabrication et à l'expérimentation d'un dispositif à faible vitesse (baptisé «Deep Green») permettant d'alimenter en électricité plusieurs milliers de foyers à partir du courant des marées et de l'océan. Le Pays de Galles, qui affiche le deuxième plus grand marnage du monde, dispose du potentiel nécessaire pour devenir leader mondial dans le domaine innovant de l'énergie marine et nous faire évoluer vers une économie sobre en carbone. Cet investissement de l'UE a aussi ouvert la voie à l'afflux d'investissements étrangers puisque l'entreprise suédoise va installer son siège britannique au Pays de Galles.

Ce ne sont là que quelques exemples de l'importance du rôle des Fonds européens, qui contribuent à la mutation de notre économie et à la prospérité des citoyens gallois en investissant dans la compétitivité des entreprises, la recherche et l'innovation, les compétences, l'emploi, les énergies renouvelables, la connectivité numérique et urbaine, et les jeunes.

Le Swansea Bay Innovation Campus est situé sur un ancien site de transit BP d'environ 26 ha à Neath Port Talbot et est l'une des rares universités au monde à jouir d'un accès direct à une plage et à disposer de son propre front de mer. Avec l'aide du FEDER et d'autres sources de financement, l'université ambitionne de devenir un centre de recherche et d'innovation de premier plan.



► Quel rôle les partenariats ont-ils joué jusqu'ici dans la création de croissance au Pays de Galles?

Le partenariat est bien sûr essentiel à une mise en œuvre efficace des fonds de l'UE au Pays de Galles, et nous nous efforçons, en collaboration avec nos partenaires, de maximiser les retombées de nos investissements en exploitant les possibilités de croissance, existantes et nouvelles, dans des zones et secteurs géographiques clés, notamment des conurbations et des zones d'entreprises.

Cette approche a été le catalyseur de l'un des plus grands projets européens dans le domaine de l'économie de la connaissance: le Science and Innovation Bay Campus de l'Université de Swansea, dans lequel 450 millions de livres ont été investis. Grâce à l'aide du FEDER, de la Banque européenne d'investissement, du gouvernement gallois et à d'autres investissements publics et privés, le campus a pu ouvrir ses portes à plusieurs milliers d'étudiants, de chercheurs et d'entreprises en septembre 2015.

Plus de 1 000 emplois ont été créés durant la seule phase de construction, ce qui a permis de développer les compétences et les débouchés sur la chaîne d'approvisionnement

à l'échelon local. Le projet consolidera ce succès par son environnement de recherche dynamique, et est un excellent exemple de l'impact que les fonds européens peuvent avoir sur une région – un sentiment dont s'est récemment fait l'écho le Parlement européen, lors de la démonstration du projet.

► Quels avantages le Pays de Galles a-t-il retirés de sa collaboration avec d'autres régions de l'UE?

S'il est vrai que les Fonds structurels de l'UE jouent un rôle vital dans notre région, il est aussi indispensable de renforcer la participation des organisations galloises à d'autres programmes financés par l'UE, par exemple Horizon 2020 et les programmes de coopération territoriale européenne, pour permettre au gouvernement gallois de poursuivre sa politique de partenariat avec d'autres régions de l'UE et de promotion du Pays de Galles à l'échelon international. Ces programmes, en transcendant les frontières, nous offrent une formidable occasion de collaborer avec les autres pays pour mieux faire face aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux communs, et de partager et mettre à profit notre expertise.

En octobre, lors de la conférence sur la coopération territoriale européenne du Pays de Galles qui s'est tenue à Bruxelles et à laquelle ont participé des représentants et des parties prenantes venus d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne, de Finlande, de France, d'Irlande, d'Italie, de Pologne et du Royaume-Uni, j'ai expliqué comment nous comptons maximiser la participation du Pays de Galles à ces programmes et intensifier la collaboration avec nos partenaires européens.

Les résultats obtenus jusqu'à présent par le Pays de Galles dans le cadre du très compétitif programme d'innovation et de recherche Horizon 2020 sont encourageants, et les organisations galloises profitent d'ores et déjà d'aides européennes de l'ordre de 25 millions de livres sterling au profit de l'économie de la connaissance. Microsemi Corporation, une multinationale qui fournit des solutions pour semi-conducteurs et possède un siège en Galles du Sud, a réussi à lever quelque 320 000 livres pour soutenir MEDILIGHT, un projet de 2,5 millions de livres sterling visant à mettre au point un dispositif médical pour améliorer le traitement professionnel des plaies.

En novembre, le Pays de Galles a également organisé la conférence IQNet à Cardiff. Des représentants de plusieurs autorités de gestion européennes se sont réunis pour discuter de la «simplification», un principe de conception clé prôné par la Commission, qui pourrait faciliter de manière concrète l'accès aux projets et leur mise en œuvre.

Les Fonds de l'UE nous aident à atteindre nos objectifs. Je suis convaincue qu'ils contribueront à la création d'un patrimoine durable pour les citoyens, les entreprises et les communautés de l'ensemble du pays de Galles, et d'une société prospère et inclusive pour tous.

► POUR EN SAVOIR PLUS

www.gov.wales/eu-funding

OU SUIVEZ-NOUS SUR @wefowales

► ERRIN – PROMOUVOIR LES CONTRIBUTIONS RÉGIONALES À LA RECHERCHE ET À L'INNOVATION EUROPÉENNES

Le Réseau de recherche et d'innovation des régions européennes (ERRIN) renforce la coopération régionale pour la recherche et étudie les aspects pratiques de la spécialisation intelligente par la méthode de «parcours d'apprentissage» avec dix de ses régions membres. Ce faisant, le réseau favorise un transfert ouvert et rapide des connaissances et des meilleures pratiques, amplifiant ainsi l'impact des projets régionaux.

ERRIN est une plateforme de parties prenantes régionales établie à Bruxelles, qui s'est donné pour mission de renforcer les capacités de recherche et d'innovation des régions de l'UE par le biais de ses 14 groupes de travail.

Fondé en 2001, le réseau ERRIN compte aujourd'hui plus de 120 membres issus de 23 pays. La principale méthode utilisée pour accroître la compétitivité régionale est l'échange de connaissances entre les membres, notamment par le biais d'actions conjointes et de projets en partenariat visant à renforcer la recherche régionale et à soutenir le développement de projets.

Par ces actions, ERRIN souhaite contribuer à la mise en œuvre de la politique européenne en matière d'innovation et de recherche, et mettre en évidence le rôle des stratégies de spécialisation intelligente dans la création de synergies entre les Fonds structurels et d'investissement de l'UE et le financement européen de la recherche pour accroître la compétitivité des régions.

«Nous voulons favoriser le développement d'écosystèmes de recherche et d'innovation efficaces dans les régions de l'UE, et encourager la collaboration régionale», explique Richard Tuffs, directeur d'ERRIN.

«Aujourd'hui, l'innovation est considérée comme le moteur du développement économique. Les régions doivent être plus "intégrées" et collaborer plus étroitement entre elles. Il est important de réduire les écarts qui existent dans ce domaine, tant au sein des régions qu'entre celles-ci. L'Europe a besoin de toute l'innovation possible», poursuit M. Tuffs.



« Les régions ont une bonne connaissance des conditions dans lesquelles évoluent la recherche et l'innovation en leur sein. Elles sont donc les mieux placées pour mettre au point des stratégies régionales d'innovation et de spécialisation intelligente qui identifient et mettent en valeur leurs avantages concurrentiels. »

► RICHARD TUFFS – DIRECTEUR D'ERRIN

Spécialisation intelligente

Le groupe de travail d'ERRIN consacré à la spécialisation intelligente étudie le fondement analytique du concept de spécialisation intelligente, et diffuse les meilleures pratiques concernant sa mise en œuvre.

Les stratégies d'innovation régionales pour une spécialisation intelligente (stratégies RIS3) sont devenues des conditions préalables à l'élaboration des programmes opérationnels pour les Fonds structurels et d'investissement européens. La spécialisation intelligente est un élément central de la politique de cohésion de l'UE pour la période 2014-2020, ce qui signifie qu'elle influence les dépenses et les approches adoptées pour stimuler les activités de recherche et d'innovation.

Parcours d'apprentissage

Afin de favoriser la coopération dans le domaine de la recherche et de l'innovation, le Réseau ERRIN participe au projet de recherche européen «SmartSpec», fondé sur un «parcours d'apprentissage» destiné à faire mieux comprendre le concept de spécialisation intelligente et à lier la théorie à la pratique.

Dix régions membres d'ERRIN sont associées à ce projet. Elles organisent des ateliers au cours desquels elles mettent en commun leurs stratégies de spécialisation intelligente et discutent ensuite de certains aspects spécifiques, comme les questions de gouvernance et le développement de clusters.

«Le parcours d'apprentissage est un outil très riche et très utile pour acquérir des connaissances et partager les préoccupations, les difficultés et les bonnes pratiques», explique M. Tuffs. «Ce processus facilite la compréhension et favorise les échanges d'expériences et de pratiques entre régions, et plus particulièrement entre leurs représentants qui sont associés à l'élaboration des stratégies de spécialisation intelligente», ajoute-t-il.

Des réunions sont également organisées dans les dix régions. Elles servent de plateforme commune, au sein de laquelle les partenaires peuvent, tous ensemble, trouver de nouvelles idées de collaboration dans le cadre des RIS3 en identifiant les synergies, les obstacles au processus de mise en œuvre et les nouveaux défis pour de futurs projets communs.

Clusters créatifs et spécialisation intelligente

Un parcours d'apprentissage a été organisé à Matera, un site classé au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO et situé dans la région de la Basilicate, en Italie. Cette réunion de deux jours portait sur le rôle des clusters créatifs dans les stratégies de spécialisation intelligente.

Au cours de la première journée, deux universitaires, (le professeur **Kevin Morgan** de l'Université de Cardiff [R-U] et le professeur **Fiorenza Belussi** de l'Université de Padoue [IT]) se sont joints aux dix régions participantes pour des débats et des partages d'idées. Le deuxième jour, des représentants de Matera (parmi lesquels des responsables politiques, des entrepreneurs et des activistes sociaux) se sont réunis pour discuter de la façon dont la ville utilise son patrimoine unique pour stimuler le développement économique.

«Le parcours d'apprentissage a aussi pour but d'explorer les fondements théoriques du concept de spécialisation intelligente dans différents environnements régionaux, et de mieux comprendre les points forts et les points faibles de cette approche», explique M. Tuffs.

«Le feedback des régions nous aidera à consolider les bases analytiques du concept de spécialisation intelligente et à définir des orientations méthodologiques pour la mise en pratique. Il s'agit là d'informations stratégiques pour les responsables politiques», ajoute-t-il.

Un rôle clé dans la recherche et l'innovation

Les régions peuvent et doivent jouer un rôle prépondérant dans le développement et la mise en œuvre du programme Horizon 2020, souligne M. Tuffs.



► Quelques représentants des régions partenaires du projet PLACES à Bruxelles: (DE GAUCHE À DROITE) Zoltan Balogh, Claire Robertson, Henriette Hansen, Martina Hilger, Richard Tuffs et Anett Ruszanov.



► L'équipe du secrétariat ERRIN: (DE GAUCHE À DROITE) Richard Tuffs, Anett Ruszanov, Ryan Titey, et Andrea Lagundzija.

«Les régions ont une bonne connaissance des conditions dans lesquelles évoluent la recherche et l'innovation en leur sein. Elles sont donc les mieux placées pour mettre au point des stratégies régionales d'innovation et de spécialisation intelligente qui identifient et mettent en valeur leurs avantages concurrentiels.» «Une fois qu'elles ont mis en place des stratégies de spécialisation intelligente pour soutenir leur région, elles doivent encourager le travail en réseau avec d'autres régions d'Europe et d'ailleurs afin de permettre un transfert de connaissances, la création de partenariats et le développement des débouchés commerciaux», ajoute-t-il.

Les régions ont besoin de stratégies de spécialisation intelligente véritablement ascendantes pour pouvoir identifier leurs avantages concurrentiels. L'investissement européen peut alors être concentré sur ces priorités de façon à en maximiser les retombées.

► POUR EN SAVOIR PLUS
www.errin.eu

▶ INTERREG A 25 ANS

UN ÉVÉNEMENT MARQUÉ PAR L'ORGANISATION DE FESTIVITÉS ET LA PUBLICATION D'UNE ENQUÊTE EUROBAROMÈTRE

25 ans après le lancement de la coopération transfrontalière, un important potentiel économique demeure inexploité dans les zones frontalières en raison d'un manque de confiance ou, parfois, d'attitudes négatives entre pays voisins. Afin de garantir une efficacité optimale des futurs investissements, la direction générale de la politique régionale et urbaine a réalisé une enquête Eurobaromètre sur l'attitude des citoyens vivant dans les régions frontalières, la toute première du genre.

Un tiers des citoyens de l'UE vivent dans des régions frontalières, et la coopération entre régions ou pays voisins influence souvent leur quotidien, de manière plus ou moins directe. La coopération territoriale européenne (les programmes Interreg) a pour but d'aider à surmonter les obstacles auxquels se heurtent parfois ces citoyens.

La Commission européenne espère pouvoir utiliser les résultats de cette enquête Eurobaromètre, qui sonde les opinions et les attitudes des personnes vivant dans des régions transfrontalières, pour lever ces obstacles. L'identification et la cartographie de ces attitudes peuvent en effet permettre de mieux cibler les projets et les investissements de l'UE. Les résultats sont globalement positifs mais quelques tendances négatives se dessinent malgré tout, et des mesures devront être prises à cet égard par le biais des programmes et actions mis en œuvre par les autorités de gestion.

Deux tiers des populations transfrontalières ne connaissent pas Interreg

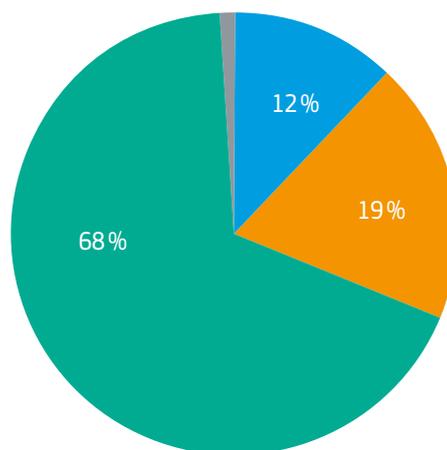
De manière générale, 34% des personnes interrogées sont au courant des investissements de l'UE en général, et 75% ressentent de manière positive l'impact des fonds de l'UE sur la vie des contribuables.

Cependant, un chiffre en particulier doit nous interpeller: la majorité (68%) des personnes vivant dans les régions frontalières ne sont pas au courant des activités de coopération transfrontalière financées par l'UE dans leur région. Quelque 12% savent de quoi il s'agit, et environ 19% en ont entendu parler mais ne savent pas exactement quelles sont ces activités.

CONNAISSANCE DES ACTIVITÉS TRANSFRONTALIÈRES

QUESTION

Avez-vous entendu parler des activités de coopération transfrontalière financées par l'UE dans la région où vous vivez?



- Oui, et vous savez quelles sont ces activités
- Oui, mais vous ne savez pas exactement quelles sont ces activités
- Non
- Ne sait pas

Source: Eurobaromètre

Miser sur la confiance

Il existe toutefois un terrain favorable au renforcement de la coopération transfrontalière puisque la majorité des Européens ont confiance les uns dans les autres. Quelque 61% des personnes interrogées estiment que, globalement, leurs «voisins» sont dignes de confiance, les citoyens des pays scandinaves étant généralement plus susceptibles de faire confiance à leurs homologues transfrontaliers.

On relève peu de différences entre les niveaux de confiance qu'inspire le fait d'avoir un citoyen d'un pays partenaire comme voisin (59% des personnes interrogées sont tout à fait à l'aise avec cette idée), collègue de travail ou membre de la famille (58% dans les deux cas). Les répondants sont toutefois moins enclins à accepter un citoyen d'un autre État membre comme supérieur hiérarchique (49%).

Quelque 55% des personnes interrogées affirment que le fait de vivre à proximité de la frontière avec un pays partenaire ne fait aucune différence, tandis que 37% considèrent cela comme une chance et 4% comme un obstacle.

Résoudre les problèmes, lever les obstacles

Qu'est-ce qui rend la coopération transfrontalière difficile? Les citoyens interrogés dans le cadre de l'enquête ont donné des indications très claires à ce sujet. Tout d'abord, ils sont conscients que la coopération transfrontalière est un exercice difficile: 81% des personnes interrogées peuvent identifier un problème dans au moins un domaine lié à la coopération transfrontalière.

La majorité des personnes interrogées (57%) perçoivent les différences linguistiques comme un problème pour la coopération entre leur pays et un pays partenaire. Les personnes interrogées qui participent à un programme impliquant l'Allemagne et la Pologne, et l'Allemagne et la République tchèque, sont les plus susceptibles de considérer les difficultés linguistiques comme un problème (environ 80%). Plus de quatre personnes interrogées sur dix considèrent les différences sociales ou économiques, ou les différences juridiques ou administratives, comme problématiques, tandis qu'au moins trois personnes sur dix pensent que les différences culturelles ou l'accessibilité sont source de problèmes.

Les différences culturelles sont les différences le plus souvent citées comme problématiques dans la région frontalière entre l'Allemagne et la Pologne. En revanche, l'accessibilité est plus souvent mentionnée comme un problème important en Europe occidentale qu'en Europe orientale.

Renouveler les efforts de communication

Les données recueillies sont détaillées et seront très utiles pour les travaux futurs. Elles peuvent être ventilées par État membre et par programme, et les résultats peuvent aussi être consultés par sexe, par âge, par niveau d'instruction ou par activité professionnelle.

Ces informations devraient être extrêmement utiles aux autorités de gestion lors de l'élaboration de leurs stratégies de communication pour les programmes de coopération de la période 2014-2020. La DG Politique régionale et urbaine coopère déjà étroitement avec ces autorités afin de s'assurer que les informations collectées dans le cadre de cet exercice sont effectivement mises à profit.

La Commission a l'intention de renouveler régulièrement cette enquête de façon à pouvoir analyser les tendances qui s'en dégagent et adapter ses politiques en conséquence.

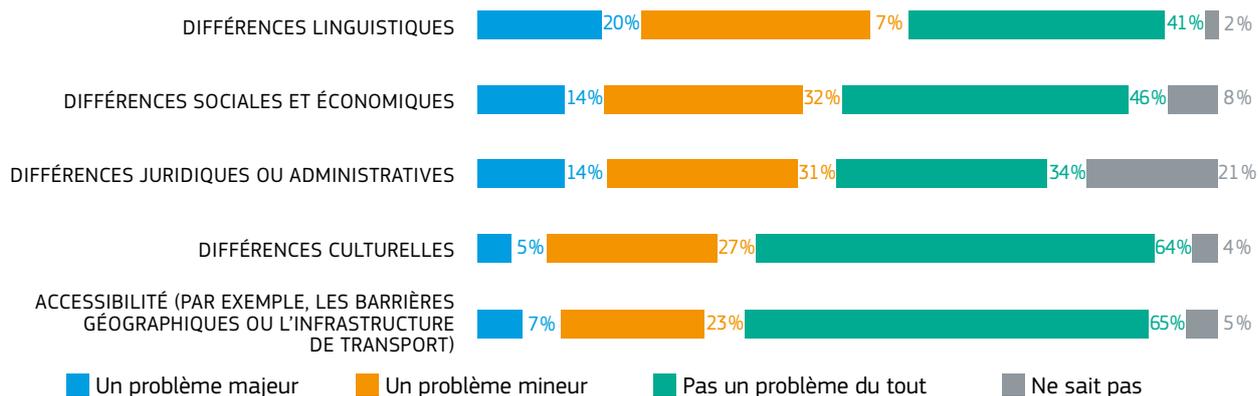
Événements organisés à l'occasion de l'anniversaire d'Interreg

Pour marquer son 25^e anniversaire, Interreg a organisé une conférence à Belval, au Luxembourg, les 15 et 16 septembre dernier, conjointement avec la présidence luxembourgeoise de l'UE et Interact. Cet événement a été une excellente occasion de dresser un bilan des années écoulées et de réfléchir

OBSTACLES PERÇUS

QUESTION

S'agissant de la coopération entre [NOTRE PAYS] et [LE PAYS DU PROGRAMME], dans quelle mesure les points ci-après posent-ils problème?





► Nicholas Martyn, directeur général adjoint en charge de la politique régionale et urbaine, célébrant les 25 ans du financement d'Interreg en octobre avec Mervyn Watley (droite), du Northern Ireland Science Park.

DES ACTIVITÉS DE COMMUNICATION TRÈS VARIÉES À L'OCCASION DU 25^e ANNIVERSAIRE

► Depuis la contribution de «Drawnalism», qui a «raconté l'histoire» de l'événement...



► ... jusqu'à la «Slam Competition» entre projets Interreg.

à l'avenir d'Interreg. De nombreuses activités de communication avaient été spécifiquement conçues pour la conférence, au cours de laquelle ont également été présentés les résultats de l'enquête Eurobaromètre sur la coopération transfrontalière dans l'UE.

Parmi ce large éventail d'activités, citons: la contribution de «Drawnalism», qui a «raconté l'histoire» de l'événement; la «Slam Competition» (tournoi de slam) entre projets Interreg; le film d'animation «Borders, not barriers»; et le documentaire télévisé «Le Dessous des Cartes».

Parallèlement, s'est déroulé le «Senior Management Roadshow». Il s'agissait d'une série de visites dans des régions frontalières en vue de promouvoir la consultation publique intitulée «Surmonter les obstacles dans les régions frontalières», ouverte du 21 septembre au 21 décembre 2015.

Dans son discours de clôture, le directeur général, **Walter Deffaa**, a révélé l'idée à la base des différents événements: «Interreg est un jeune de 25 ans qui appréhende les défis de sa vie d'adulte avec un enthousiasme sans cesse renouvelé!»

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/conferences/interreg25/

▶ LA PAROLE EST À VOUS

L'AVIS DES PARTIES INTÉRESSÉES SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION 2014-2020

Panorama vous invite à envoyer vos commentaires!

«La parole est à vous» est la section de *Panorama* où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen donnent leur avis sur la réforme de la politique de cohésion et exposent les grandes lignes de leurs projets pour la période de programmation 2014-2020.

Panorama vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions concernant vos commentaires.

▶ regio-panorama@ec.europa.eu

▶ POLOGNE

▶ DÉVELOPPER UNE AIRE MÉTROPOLITAINE INTÉGRÉE ET DURABLE



L'un des éléments centraux du programme opérationnel régional 2014-2020 pour la région de Łódź, placé sous la coordination de la ville de Łódź, est la mise en œuvre des investissements territoriaux intégrés (ITI) par la création de l'Aire métropolitaine de Łódź (AMŁ). Le plan d'action «Development Strategy for Łódź Metropolitan Area 2020+» (stratégie de développement

2020+ pour l'Aire métropolitaine de Łódź) cofinancé par le FEDER doit nous aider à atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020 de façon plus durable et plus efficace.

L'AMŁ couvre une superficie de 2 499 km² et compte 1,1 million d'habitants, qui génèrent environ 50 % du PIB de la région. L'association Aire métropolitaine de Łódź, chargée de coordonner la mise en œuvre de la stratégie et agissant dans le cadre d'un ITI, réunit 31 collectivités locales

autonomes réparties sur cinq powiats et s'emploie à renforcer la coopération et l'intégration entre les administrations locales de la ville.

Les actions déployées dans le cadre de l'ITI seront cofinancées par l'UE via le programme opérationnel régional 2014-2020 pour la région de Łódź, qui interviendra à hauteur de 226 millions d'euros. Les principaux objectifs de l'AMŁ ont été adoptés en juillet 2014 et servent à la fois de stratégie globale pour l'Aire métropolitaine et de stratégie opérationnelle pour les investissements territoriaux intégrés.

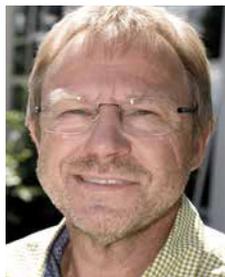
Parmi ces objectifs, citons: la rénovation des zones délabrées afin de créer un environnement accueillant et plus sûr qui favorise l'inclusion sociale tout en stimulant l'activité économique; la mise en place d'un système de transport métropolitain intégré et durable; l'instauration d'une économie sobre en carbone et efficace dans l'utilisation des ressources, dans un souci de respect de l'environnement; le développement des ressources humaines et du capital social pour renforcer la société de l'information et consolider les fonctions de l'aire métropolitaine en vue d'assurer sa cohésion.

L'association entend soutenir les activités visant à garantir une gestion efficace de l'Aire métropolitaine de Łódź, et encourager les échanges d'idées et d'expériences entre les communes et les différents powiats. Enfin, elle encourage et soutient la recherche universitaire sur le fonctionnement de l'Aire métropolitaine de Łódź et son développement futur.

MAREK CIEŚLAK – vice-président, association Aire métropolitaine de Łódź

▶ DANEMARK

▶ UNE POLITIQUE DE COHÉSION TERRITORIALISÉE POUR RELEVER LES DÉFIS SOCIOÉCONOMIQUES



Être associé professionnellement au partenariat et à la recherche de consensus dans un domaine aussi important que la politique de cohésion est pour moi un réel privilège. Je suis globalement un fervent partisan de la politique de cohésion.

Toutefois, après 16-17 années passées à la tête de l'autorité de gestion pour le FEDER et (depuis 2004) pour le FSE au Danemark, j'ai plusieurs revendications à formuler: la politique de cohésion doit rester axée sur la croissance et le développement. Il convient donc de faire des choix stratégiques clairs tout en mettant en œuvre des initiatives orientées vers les résultats. De la même manière, la politique de cohésion doit être territorialisée, et accorder la priorité à la mise sur pied d'initiatives concrètes.

Pour moi, la politique de cohésion n'a de sens que si elle est centrée sur les véritables défis socioéconomiques d'un territoire et sur son réel potentiel de développement. Cela signifie aussi, par exemple, qu'elle ne doit pas se contenter de compenser les caractéristiques géographiques mais aussi exploiter le potentiel spécifique de ces régions. La politique de cohésion ne doit pas non plus servir à pallier une mauvaise gouvernance. Elle ne doit pas encourager une culture du subside au niveau national, régional ou local.

Les porte-drapeaux de la politique de cohésion font des choix et prennent des décisions difficiles, ils les mettent à exécution et s'exposent aux critiques concernant les résultats visés et les hypothèses de base, l'éligibilité du cofinancement et les risques liés à un investissement.

Permettez-moi donc de prendre la défense des personnes compétentes qui participent à la mise en œuvre de la politique. Au fil des ans, j'ai constaté que le discours autour de la politique de cohésion, et notamment sur les Fonds structurels et leur cadre réglementaire, était souvent générique. Il est facile de tenir des discours généraux et vagues sur les résultats, la flexibilité, l'allègement des charges administratives, la simplification, le contrôle, les partenariats ou la spécialisation, qui se contentent de soulever des questions et sont souvent empreints d'autosatisfaction.

Est-il normal, par exemple, de souscrire à une demande de flexibilité sans assumer la responsabilité de ce que cela peut impliquer si cette exigence signifie en réalité un affaiblissement de la gestion ou de «l'argent facile»? Est-il judicieux

de défendre certaines positions concernant le contrôle et les demandes de simplification sans être conscient du fait que cela peut aussi nuire à la bonne gestion de fonds publics tels que les Fonds structurels? Vous conviendrez que cela n'a pas de sens. Je voudrais que, dès le départ, les travaux sur les idées, les avant-projets et les règles nécessaires dans le domaine de la politique de cohésion et des Fonds structurels puissent bénéficier de l'expertise et de l'expérience de ceux qui savent comment les mettre en œuvre. En toute modestie, l'initiative nationale mise en œuvre par le Danemark pour alléger les charges administratives dans tous les domaines stratégiques peut servir d'exemple à cet égard.

Je tiens à remercier *Panorama* de m'avoir invité à contribuer à ce débat. Il va sans dire que mes propos sont sans préjudice des approches et positions adoptées par le Danemark dans les différentes enceintes européennes.

PREBEN GREGERSEN – responsable de l'autorité de gestion des Fonds structurels au Danemark, directeur de la politique régionale, autorité danoise pour l'entreprise

▶ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

▶ INVESTIR DANS DES INFRASTRUCTURES VITALES DANS TOUTE LA RÉGION



Je dois reconnaître que, compte tenu de la situation géographique et économique de notre région, nous avons acquis une précieuse expérience de presque tous les aspects de la politique de cohésion de l'UE. La région de Pilsen est située dans la partie occidentale de la République tchèque, à la frontière avec la région allemande de Bavière, ce qui explique que nous nous soyons concentrés sur des projets visant à renforcer la coopération transfrontalière.

L'autoroute D5, qui traverse toute la région de Pilsen jusqu'à l'Allemagne, le corridor ferroviaire reliant Prague à Nuremberg et la nouvelle voie qui doit être tracée entre Pilsen et Munich font toute partie du réseau RTE-T financé par les programmes du Fonds de cohésion de l'UE. La ville de Pilsen, forte de ses 200 000 habitants, est à la fois la capitale de la région et la quatrième ville du pays, mais le reste de la région reste principalement rural. C'est pourquoi nous mettons l'accent sur les projets de développement urbain et le renforcement de la compétitivité, dans la ville de Pilsen mais pas seulement. Nous avons mis au point des

projets destinés à soutenir les infrastructures de base, telles que les routes et les systèmes de distribution d'eau et de traitement des eaux usées, tout en gardant à l'esprit le principe de solidarité envers les régions moins développées.

Au total, 1,15 milliard d'euros provenant des fonds structurels et de cohésion ont été investis depuis 2007. Sans cette aide financière, notre région serait aujourd'hui à la traîne; les progrès seraient beaucoup plus lents, et il est évident que nous serions incapables d'atteindre le seuil de 75% du PIB moyen de l'UE dans un avenir proche. Pour maintenir une croissance positive, nous sommes déterminés à poursuivre le travail engagé depuis 2007. Nous nous orientons clairement vers des projets beaucoup plus sophistiqués que durant la période de programmation précédente, axés sur des domaines variés, notamment la recherche et le développement, l'éducation, l'énergie renouvelable et la compétitivité.

Je suis heureux que la politique de cohésion réformée s'inscrive dans le prolongement des périodes de programmation précédentes tout en proposant de nouveaux outils, tels que les investissements territoriaux intégrés ou le développement local participatif, qui orientent les Fonds structurels dans la bonne direction. En revanche, cela nécessite d'introduire des changements stratégiques importants pour identifier les différentes parties prenantes – une tâche particulièrement ardue dans des États membres tels que la République tchèque, où nous avons l'habitude d'appliquer des approches strictement sectorielles pour la conception et la mise en œuvre des projets. Je suis ravi d'apprendre que les nouveaux programmes de la politique de cohésion sont beaucoup plus simples. Je me réjouis aussi que la commissaire Crețu ait inscrit ce thème parmi les priorités de son agenda, et nous soutenons pleinement les efforts qu'elle déploie pour simplifier les procédures administratives liées aux projets.

IVO GRÜNER – vice-président pour
le développement régional de la région de Pilsen

▶ FINLANDE

▶ DÉVELOPPER UNE ÉCONOMIE SOBRE EN CARBONE TOUT EN DYNAMISANT L'EMPLOI

Les politiques régionales et structurelles de l'Union européenne ont pour but de renforcer la cohésion économique et sociale de ses États membres et de réduire les disparités interrégionales en matière de développement. En Finlande, les aides du Fonds européen de développement régional (FEDER) sont utilisées pour



améliorer la compétitivité des PME, promouvoir la production et l'utilisation de nouvelles technologies de l'information et connaissances, et développer une économie sobre en carbone. Le soutien du Fonds social européen (FSE) sert à promouvoir l'emploi et la fonctionnalité du lieu de travail, à améliorer les connaissances et les compétences, et à faciliter l'inclusion sociale des groupes les plus défavorisés.

Le programme opérationnel de la Finlande est intitulé «Sustainable growth and jobs 2014-2020» (Croissance et emplois durables 2014-2020). Il s'articule autour de cinq axes prioritaires et 13 objectifs spécifiques, et chaque projet devrait permettre de réaliser au moins un de ces objectifs. En Finlande, le financement du programme au titre des Fonds structurels pour la période 2014-2020 atteint près de 1,3 milliard d'euros. Si l'on ajoute à cela la part de cofinancement national (50%), le montant total du financement public s'élève à environ 2,6 milliards d'euros.

Le programme de la Finlande couvre cinq domaines stratégiques, qui visent notamment à promouvoir la compétitivité des PME et l'emploi. Il a pour thème central la promotion d'une économie sobre en carbone, et s'aligne sur les objectifs de la stratégie Europe 2020. Ses principaux objectifs sont: générer de nouvelles activités, faciliter le développement et l'internationalisation des PME; stimuler l'innovation et améliorer les connaissances; étendre l'utilisation des énergies renouvelables et favoriser une utilisation plus rationnelle de l'énergie et des matériaux. Le programme cible aussi l'emploi des jeunes et le soutien aux personnes les moins bien placées sur le marché du travail. Enfin, il prévoit de renforcer les mesures en faveur de la productivité et du bien-être au travail, d'améliorer les services éducatifs et de lutter contre la discrimination. Le programme sera mis en œuvre dans tout le pays, sauf à Åland.

Les principaux objectifs thématiques du FEDER incluent le renforcement de la compétitivité des PME, la production et l'utilisation de nouvelles technologies de l'information et connaissances, et la promotion d'une économie sobre en carbone. Les objectifs thématiques du FSE mettent principalement l'accent sur l'emploi et la mobilité de la main-d'œuvre, l'éducation, les compétences et l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi que l'inclusion sociale.

SAMULI RANTA – gestionnaire de projet,
Université des sciences appliquées de Turku

**FAITES
ENTENDRE
VOTRE VOIX**

regio-panorama@ec.europa.eu



▶ ÉTUDE SUR LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DÉPENSES

PLEINS FEUX SUR L'ÉVALUATION EX POST DES FONDs DE L'UE

L'étude intitulée *Geography of Expenditure* (Géographie des dépenses) s'inscrit dans le cadre de l'évaluation ex post des programmes de la politique de cohésion 2007-2013. Elle porte essentiellement sur le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds de cohésion (FC).

L'étude avait pour but de recueillir des données sur les financements cumulés alloués à différents projets et les dépenses engagées par les programmes du FEDER et du FC au niveau NUTS-3 des régions de l'UE, pour les 28 États membres de l'UE. Elle s'est intéressée aux objectifs de convergence, de compétitivité régionale et emploi et de coopération territoriale européenne pour la période 2007-2013.

Les données existantes ont été recueillies auprès des autorités de gestion au niveau NUTS-3 avec l'aide d'un réseau d'experts nationaux, et ventilées suivant 86 thèmes prioritaires. En l'absence de données, des estimations ont été réalisées.

Les données recueillies et les estimations ont été stockées dans deux bases de données faciles à utiliser couvrant les périodes 2007-2014 et 2000-2014, en vue de leur utilisation future par la Commission, les chercheurs et le grand public.

L'étude intègre également des données relatives à la période de programmation 2000-2006 générées dans le cadre d'une précédente étude.

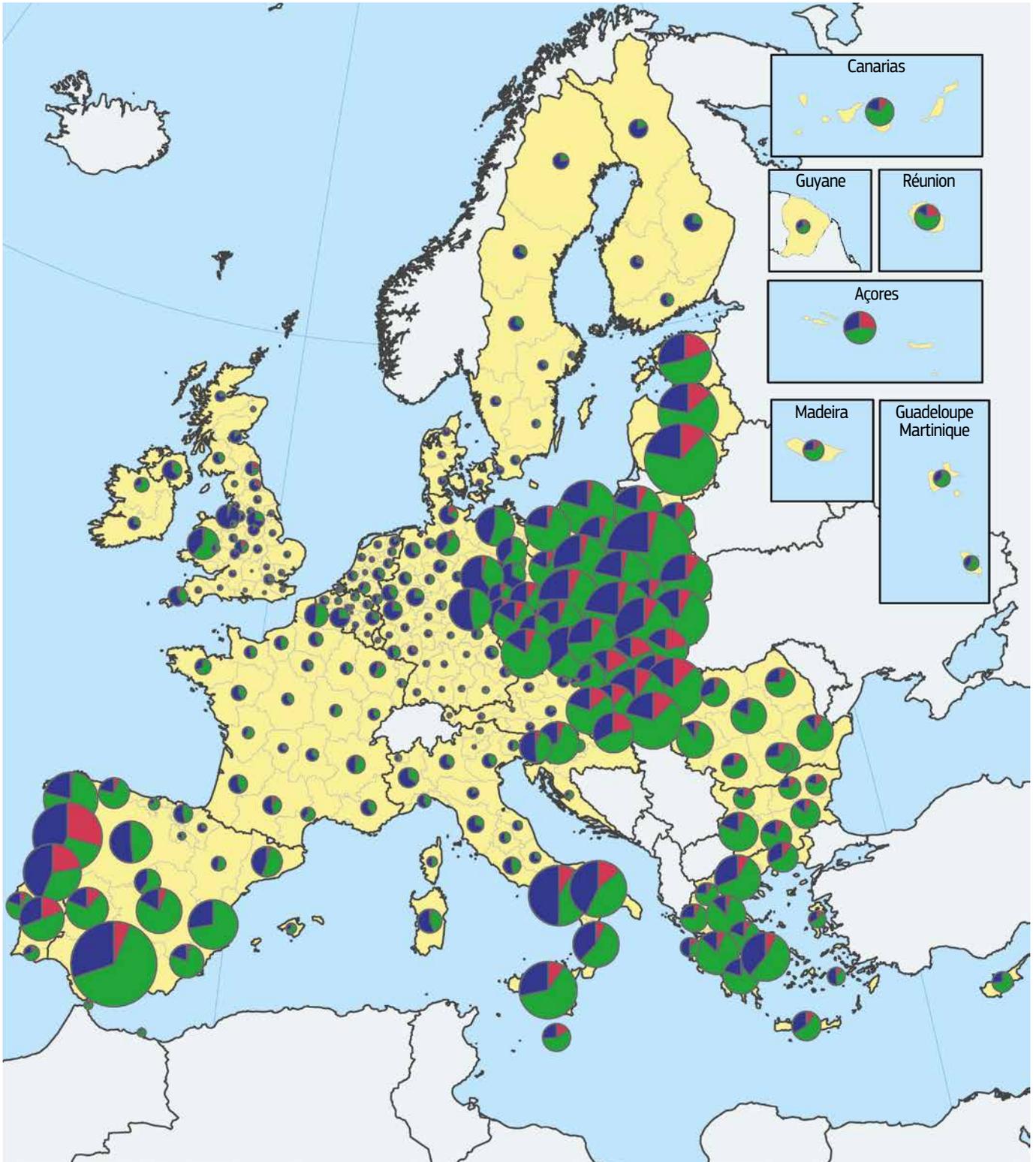
Ces données serviront de base à deux évaluations macroéconomiques de l'impact de la politique de cohésion sur, entre autres, le PIB et l'emploi. Elles sont accessibles à l'ensemble de la communauté scientifique.

Les résultats ont également été publiés sous forme de cartes afin de donner un premier aperçu de la répartition régionale des dotations et dépenses du FEDER et du FC, et de leurs tendances.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS

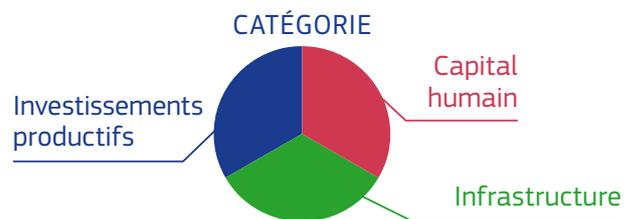
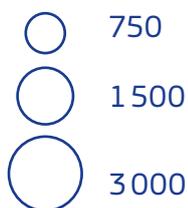
http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/evaluations/ec/2007-2013/#1

VOIR WORK PACKAGE 13 – GEOGRAPHY OF EXPENDITURE

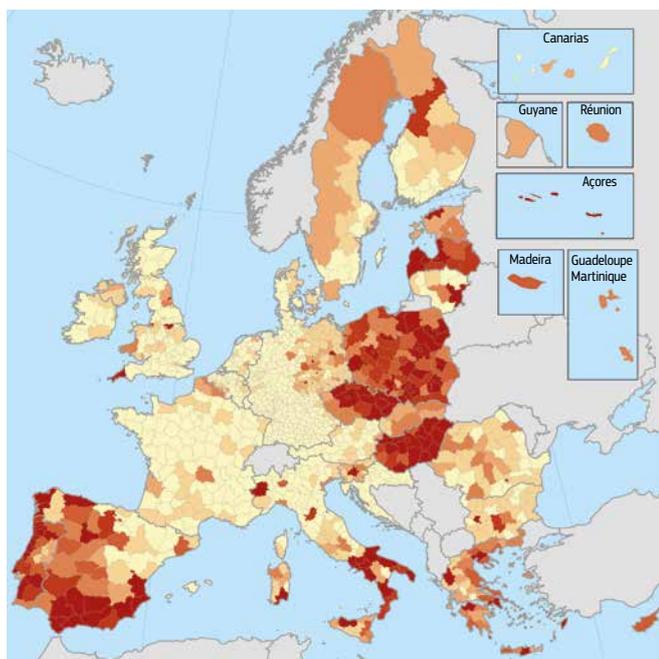


▶ DÉPENSES PAR SECTEUR

MONTANT CUMULÉ DES DÉPENSES
DU FEDER ET DU FONDS DE
COHÉSION, 2014
Euro, mn, régions NUTS-2



Source: Commission européenne, DG Regio / Cartes: wiw, Ismeri Europa



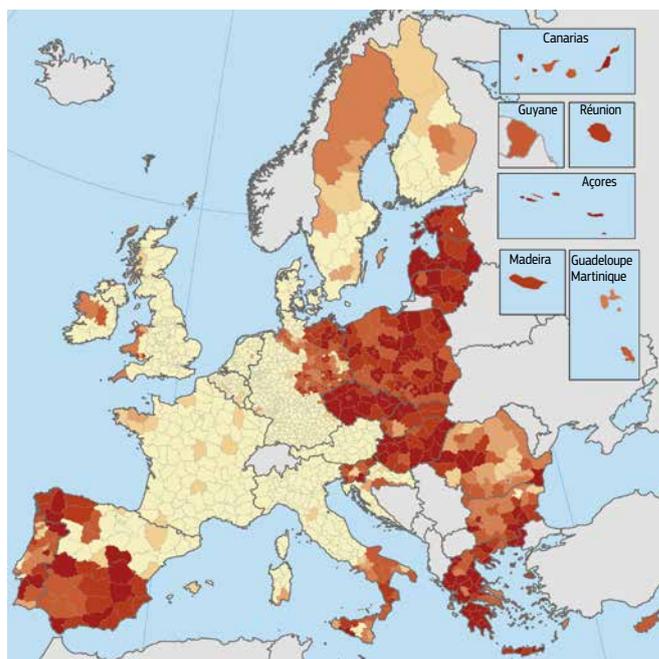
►AIDE AUX ENTREPRISES

MONTANT CUMULÉ DES DÉPENSES
DU FEDER ET DU FONDS DE COHÉSION, 2014

Euro, mn, régions NUTS-3



Source: Commission européenne, DG Regio / Cartes: wiiw, Ismeri Europa



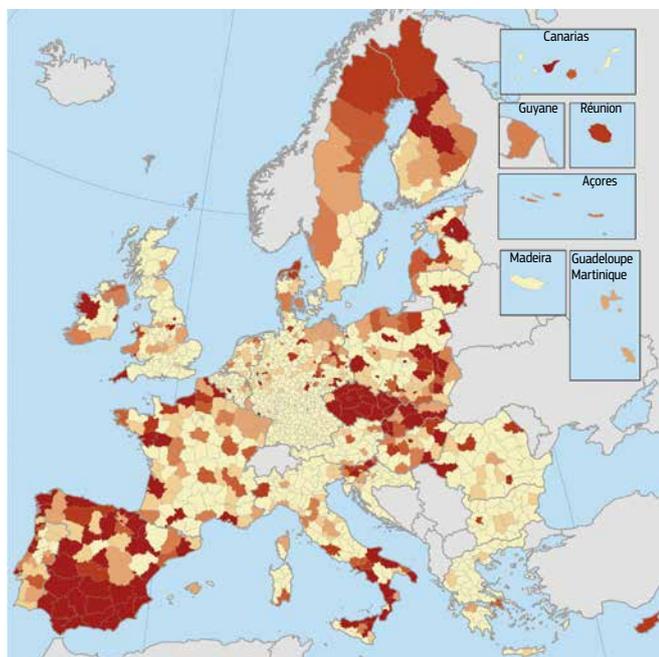
►TRANSPORT

MONTANT CUMULÉ DES DÉPENSES
DU FEDER ET DU FONDS DE COHÉSION, 2014

Euro, mn, régions NUTS-3



Source: Commission européenne, DG Regio / Cartes: wiiw, Ismeri Europa



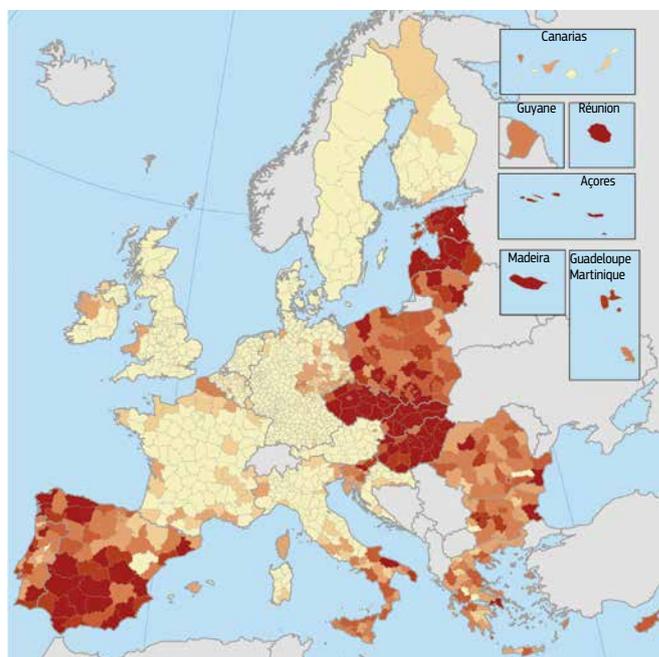
►RECHERCHE

MONTANT CUMULÉ DES DÉPENSES
DU FEDER ET DU FONDS DE COHÉSION, 2014

Euro, mn, régions NUTS-3



Source: Commission européenne, DG Regio / Cartes: wiiw, Ismeri Europa



►ENVIRONNEMENT

MONTANT CUMULÉ DES DÉPENSES
DU FEDER ET DU FONDS DE COHÉSION, 2014

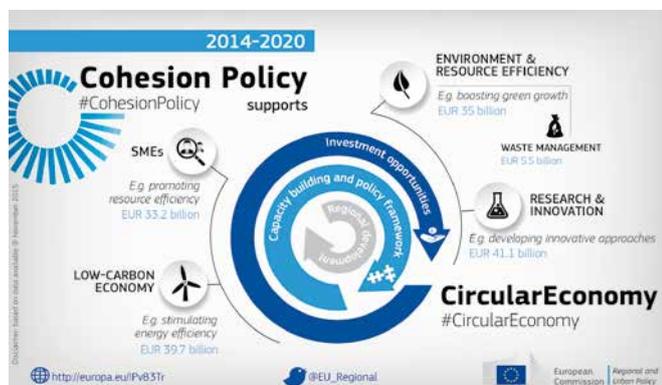
Euro, mn, régions NUTS-3



Source: Commission européenne, DG Regio / Cartes: wiiw, Ismeri Europa

▶ NOUVELLES

[EN BREF]



LA POLITIQUE DE COHÉSION CONTRIBUE À L'«ÉCONOMIE CIRCULAIRE»

Début décembre 2015, la Commission a présenté une nouvelle stratégie sur l'économie circulaire, plus ambitieuse, qui vise à transformer l'Europe en une économie plus compétitive et efficace dans l'utilisation des ressources, et touche à différents secteurs économiques.

La politique de cohésion a investi massivement dans l'économie circulaire au cours des vingt dernières années (plus de 6 milliards d'euros pour la seule période 2007-2013), notamment dans le domaine de la gestion des déchets en aidant les États membres à fermer les décharges, à investir dans l'incinération lorsque cela était vraiment justifié et surtout à développer le recyclage et le réemploi. Parallèlement, de plus en plus de régions ont commencé à investir dans des programmes de symbiose industrielle sophistiqués et innovants, dans des approches de recyclage permanent (*Cradle to Cradle*) ou dans des projets spécifiques d'utilisation efficace des ressources dans des PME. Compte tenu de la réforme de la politique de cohésion, beaucoup plus centrée (avec isolement obligatoire) sur l'innovation, l'économie sobre en carbone et l'utilisation efficace des ressources, de nombreux programmes opérationnels de la période 2014-2020 prévoient des investissements substantiels en lien direct avec l'économie circulaire, qu'il s'agisse de conception/écoconception et de conception de produits, de bioéconomie, de symbiose industrielle, de nouveaux modèles commerciaux ou d'efficacité énergétique.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/environment/circular-economy/index_en.htm



LA COMMUNICATION PUBLIQUE MISE À L'HONNEUR

Trois campagnes de sensibilisation du public ont été primées le 22 octobre dernier à l'occasion de la conférence annuelle d'EuropaCom organisée par le Comité des régions en partenariat avec d'autres institutions européennes. Cette conférence réunit des spécialistes des communications appartenant à des autorités locales, régionales, nationales et européennes dans le but de professionnaliser les communications gouvernementales et européennes.

Le premier prix européen de la communication publique a été attribué à une campagne de sensibilisation néerlandaise intitulée «*Kijkdagen – Europa om de hoek*», qui montre comment les aides européennes sont utilisées dans les quartiers, villes et régions des Pays-Bas. La campagne de cette année présentait des vidéos consacrées à douze projets, un pour chaque province du pays.

Le deuxième prix a été décerné à «*Notre pays bouge, l'Europe s'engage*», une campagne télévisée française menée à l'échelon national mettant en évidence l'impact des aides européennes sur les citoyens et leurs entreprises. Le Commissariat général à l'égalité des territoires, en collaboration avec des partenaires régionaux, a produit une série de 66 spots de 30 secondes qui ont été diffusés sur les chaînes nationales pendant six mois. Enfin, le troisième prix a récompensé la campagne «*Let's Create Together Bulgaria 2020*», lancée par le ministère bulgare en charge des fonds européens. Plus de 600 événements ont été organisés aux quatre coins du pays, rassemblant plus de 50 000 personnes, afin de recueillir des idées sur la façon dont les subventions communautaires pourraient être utilisées au niveau local pendant les cinq prochaines années.

Des informations sur les projets lauréats ainsi que l'appel relatif au Prix européen 2016 de la communication publique ont été publiés sur le site Internet EuropaCom.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS

<http://cor.europa.eu/fr/news/Pages/dutch-french-and-bulgarian-campaigns-receive-awards.aspx>



ITI, SOUTIEN L'INVESTISSEMENT LOCAL

La Commission a publié un nouveau guide destiné à clarifier l'utilisation des investissements territoriaux intégrés lors de la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020.

L'investissement territorial intégré (ITI) est un nouvel outil qui peut être utilisé durant la période de programmation des Fonds ESI pour simplifier la mise en œuvre des stratégies territoriales qui nécessitent des aides provenant de différentes sources. Cet outil favorise également une méthode d'élaboration des politiques plus locale ou «territorialisée».

Cette approche suscite de nombreuses questions: À quoi doit ressembler une stratégie territoriale? Comment combiner différents fonds? Comment une délégation doit-elle être structurée? Et comment mesurer les résultats?

Ce guide illustre le processus de bout en bout à partir de quatre scénarios, chacun expliquant comment utiliser l'ITI dans la pratique. Ces scénarios expliquent le lien entre l'ITI et plusieurs dispositions des règlements correspondants tout en soulignant la pertinence de cet outil par rapport au concept plus large d'approche territoriale intégrée.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/reports/2015/scenarios-for-integrated-territorial-investments

LES VILLES D'EUROPE SOUS LE FEU DES PROJECTEURS

Lors des Open Days de l'UE, l'eurodéputé **Lambert Van Nistelrooij** a présenté son nouveau livre, intitulé «Cities in the spotlight», dans lequel il insiste sur l'importance d'une politique intégrée pour les villes. Aujourd'hui, près de trois Européens sur quatre vivent dans des villes, qui, de plus en plus, sont considérées comme les moteurs de la croissance économique et de l'emploi. Or, auparavant, les villes jouaient un rôle secondaire dans l'«Europe des régions»: Encore aujourd'hui, la politique européenne en la matière reste très fragmentée et il est indispensable d'établir un lien cohérent entre les politiques en place. Les Pays-Bas souhaitent jouer un rôle de premier plan dans ce domaine, et le programme urbain servira d'ailleurs de point de référence tout au long de la présidence

GUIDE DES MARCHÉS PUBLICS



Les nouvelles orientations publiées par la Commission aideront les agents publics des différents pays de l'UE à identifier et ainsi éviter les erreurs les plus fréquemment commises dans les procédures de passation des marchés publics pour les projets cofinancés par les Fonds structurels et d'investissement européens. Conformément à l'initiative en faveur d'un «budget de l'Union axé sur les résultats», la Commission s'emploie à ce que l'argent des contribuables soit utilisé de manière efficace et transparente. Près de la moitié des dotations des Fonds ESI sont acheminées vers l'économie réelle dans le cadre de marchés publics.

Corina Crețu, commissaire en charge de la politique régionale, a déclaré: «L'une de mes priorités est d'aider les États membres à améliorer la manière dont ils gèrent et investissent les fonds qu'ils reçoivent de l'Union, et ces orientations constituent pour ce faire une aide précieuse. Je suis convaincue qu'une réduction des erreurs dans la passation de marchés publics permettra de garantir que les investissements de l'Union portent plus rapidement leurs fruits en termes d'emploi et de croissance sans porter atteinte au budget de l'Union.»

Les erreurs les plus courantes dans le domaine des marchés publics résultent d'une insuffisance des capacités administratives. C'est pourquoi les mesures prises par la Commission pour renforcer les capacités administratives et améliorer les systèmes de gestion et de contrôle sont indispensables pour s'attaquer au problème de manière globale.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/how/improving-investment/public-procurement



néerlandaise. Celle-ci prévoit notamment l'adoption d'un «Pacte d'Amsterdam» proposant une approche ascendante dans laquelle les villes joueront un rôle de premier plan et seront plus autonomes. Le livre de M. Van Nistelrooij expose les défis auxquels sont confrontées les villes ainsi que quelques-unes des solutions proposées.

► POUR EN SAVOIR PLUS

http://issuu.com/eppgroup/docs/schijnwerpers_op_de_stad_

LE MONT SAINT-MICHEL RETROUVE SON INSULARITÉ



Le président français, **François Hollande**, a inauguré dernièrement le site du Mont Saint-Michel, qui a rouvert ses portes après de longs travaux destinés à restaurer et à améliorer la qualité de l'environnement. Étalis sur plus de 15 ans, les travaux ont consisté à aménager l'infrastructure hydraulique en amont du barrage afin de renforcer la capacité de stockage, à démolir le parking au pied du Mont, et à construire un nouveau pont passerelle intégré dans le paysage.

Grâce aux forces conjuguées de la mer et du Couesnon, les sédiments seront chassés au large du Mont, dont les abords resteront hors d'atteinte des herbues pendant longtemps.

La Commission européenne a approuvé un investissement de 21,1 millions d'euros dont l'objectif est de préserver la biodiversité du site et de réduire la pollution causée par la circulation locale. L'économie locale bénéficiera d'une augmentation d'environ 3 millions de visiteurs par an.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
<http://europa.eu/!MF37FK>

«FUTURIUM», UNE AIDE À LA SIMPLIFICATION



La Commission a lancé la plateforme en ligne Futurium, qui doit l'aider dans ses travaux de simplification des Fonds structurels et d'investissement européens.

Futurium permet aux utilisateurs de partager leurs expériences, de soumettre des idées et d'entrer en contact avec d'autres parties prenantes. Le site est organisé par thèmes: les utilisateurs peuvent ainsi rechercher les contributions postées par d'autres, lire des billets de blogs qui les intéressent, ou même organiser des sondages ou y répondre.

La plateforme soutient le nouveau groupe d'experts indépendants de haut niveau créé par la Commission pour la conseiller sur les mesures de simplification et de réduction des charges administratives à mettre en œuvre pour les bénéficiaires des Fonds ESI. Le groupe est chargé d'évaluer les mesures de simplification adoptées par les États membres, d'identifier les bonnes pratiques et de formuler des recommandations spécifiques.

► **POUR EN SAVOIR PLUS**
<https://ec.europa.eu/futurium/en/simplify-esif>

UN BUDGET DE L'UE AXÉ SUR LES RÉSULTATS

La conférence «Un budget de l'UE axé sur les résultats», qui s'est tenue le 22 septembre à Bruxelles, a été l'occasion de débattre à haut niveau des questions centrales de l'agenda budgétaire européen. **Jean-Claude Juncker**, président de la commission européenne, **Kristalina Georgieva** et **Maroš Šefčovič**, vice-présidents, et **Wolfgang Schäuble**, ministre allemand des finances, ont échangé leurs points de vue sur les moyens d'améliorer l'efficacité des dépenses et de mieux mettre à profit les ressources disponibles.

Parallèlement, une nouvelle application en ligne a été lancée, qui rassemble 597 exemples de projets des quatre coins du monde financés par le budget de l'UE. Les résultats des projets sont axés sur l'amélioration de la vie des citoyens et touchent à de nombreux domaines tels que l'emploi, le développement régional, la recherche et l'éducation, l'environnement, l'aide humanitaire, l'énergie et bien d'autres encore.



► **POUR EN SAVOIR PLUS**
<http://ec.europa.eu/budget/euprojects/>



Coût total:
420 000 EUR
Contribution de l'UE:
293 000 EUR

► FINLANDE

► SOLARLEAP – PLUS D'ÉNERGIE SOLAIRE DANS LE SUD-OUEST DE LA FINLANDE

Le projet SOLARLEAP a été spécialement conçu pour lever les obstacles au développement de l'utilisation de l'énergie solaire dans le sud-ouest de la Finlande. Il permet aux citoyens d'approfondir leur formation, conduit des projets pilotes et doit formuler des lignes directrices sur les permis et la construction.

Malgré un taux de rayonnement solaire annuel semblable à celui du nord de l'Allemagne, où l'utilisation de l'énergie solaire est largement répandue, le potentiel du sud-ouest de la Finlande dans ce domaine reste largement inexploité. Bien que les systèmes à énergie solaire soient devenus beaucoup plus abordables pour les propriétaires ces dernières années, leur utilisation est freinée, d'une part, par le manque de connaissances des fournisseurs et, d'autre part, par la difficulté à combiner différents systèmes énergétiques.

C'est pour résoudre ces problèmes qu'a été créé SOLARLEAP, un projet de recherche et de développement financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) et les villes de la côte sud-ouest (le réseau LOURA), qui s'étalera sur une période de deux ans.

Le projet est piloté par l'Université des sciences appliquées de Turku et mené en partenariat avec l'Institut professionnel de Turku. Il est également mené en étroite coopération avec le projet d'énergie solaire de l'Université des sciences appliquées de Satakunta.

Formation et projets pilotes

Le projet consiste à mettre en place des programmes de formation continue à destination des entreprises, à élaborer des instructions et de la documentation pour l'installation

des systèmes et à mettre ces instructions en pratique sur plusieurs sites pilotes. Le premier système à énergie solaire a été installé en 2015 et d'autres suivront en 2016.

Durant la première phase du projet, un levé est réalisé afin de localiser des sites potentiels (sont pris en compte des facteurs tels que le potentiel d'énergie solaire du site, l'interception de la lumière solaire et la sécurité de l'installation). Sur la base de ce levé, une dizaine de sites pilotes sont sélectionnés pour la conception du projet et l'installation de produits à énergie solaire. Les sites pilotes livrent également des informations sur l'énergie générée par les systèmes. Par ailleurs, ils permettent aux partenaires du projet de tester l'efficacité et l'utilité des méthodes, instructions et documents d'installation. L'un des objectifs est de développer un guide d'installation détaillé et éprouvé, qui précise les spécifications à respecter pour une installation correcte des systèmes.

L'objectif global du projet est d'améliorer les compétences des entreprises et des autres acteurs impliqués dans la livraison de systèmes à énergie solaire complets, la consolidation de ces systèmes et l'évaluation de leur rentabilité. Lorsque les opérations seront au point, il sera plus aisé pour la partie qui commande un système à énergie solaire de déposer un appel d'offres et de garantir la qualité de l'installation. À long terme, les petites centrales solaires connectées au réseau pourront compléter très utilement la production d'énergie propre et neutre en carbone. L'heure est venue pour la Finlande de se convertir à l'économie solaire!

► POUR EN SAVOIR PLUS

www.tuas.fi/en/research-and-development/projects/solarleap-more-solar-energy-southwest-finland/

▶ FRANCE

▶ RECHERCHE: TRAITEMENT DE LA DOULEUR ET MÉDECINE NUCLÉAIRE

Deux centres médicaux de Clermont-Ferrand, en France, ont bénéficié d'aides du Fonds européen de développement régional (FEDER) pour soutenir une série de projets de recherche médicale de pointe.

Depuis 2009, quelque 14 projets de recherche médicale portant notamment sur le traitement du cancer et de l'arthrose ont été entrepris dans deux grands centres médicaux du centre de la France: le CHU (Centre hospitalier universitaire de Clermont-Ferrand) et le Centre Jean Perrin. Ces projets ouvrent la voie à des recherches et au développement de nouveaux médicaments, indispensables pour pouvoir remplacer les médicaments existants et proposer de nouvelles formes de traitement.

Le projet CIRMEN

Clermont-Ferrand héberge le Centre Jean Perrin, un centre de recherche sur le cancer au sein duquel a été créé le CIRMEN, le Centre d'innovation et de recherche en médecine nucléaire. Le projet CIRMEN a pour but d'accélérer le développement et la création de médicaments radiopharmaceutiques, c'est-à-dire des médicaments qui contiennent des matières radioactives appelées radio-isotopes. Grâce au nouveau financement, le Centre pourra passer du stade de la recherche fondamentale à celui de la recherche clinique. Le CIRMEN est équipé d'une radiopharmacie expérimentale qui lui permettra de dépister des cancers tels que le mélanome et des maladies osseuses comme l'arthrose et le chondrosarcome. Cet investissement a aussi permis au centre de se doter d'un deuxième PET-scan, une machine ultrasophistiquée qui a révolutionné le traitement du cancer. Cet appareil sera utilisé pour les soins classiques et la recherche.

METAPAIN

Le projet METAPAIN, également mené au sein du Centre Jean Perrin, œuvre à l'élaboration d'un nouvel antidouleur spécialisé comme substitut au Di-antalgic, qui a été retiré du marché. Le cluster Analgesia Partnership réunit des structures universitaires et industrielles pour développer un nouveau traitement associant deux analgésiques. Grâce à une capacité d'analyse accrue, le consortium pourra passer de la validation de principe à l'expérimentation des dosages et aux essais



cliniques, jusqu'à la commercialisation. L'Institut Analgesia de l'hôpital universitaire sera le premier institut européen dédié à la recherche contre la douleur. Il renforcera les capacités analytiques pour l'expérimentation de médicaments tels que les antidépresseurs, le paracétamol et les traitements contre la migraine, et élaborera les nouveaux produits dont ont besoin les membres du cluster.

Plateforme de génétique moléculaire

Des fonds ont également été investis dans la création d'une plateforme de génétique moléculaire au Centre hospitalier universitaire de Clermont-Ferrand. Cette plateforme est dédiée à la recherche génétique et permettra au «séquençage de nouvelle génération» de contribuer au développement d'une médecine personnalisée pour le traitement des cancers.

Aujourd'hui, le coût du séquençage a littéralement chuté, ne dépassant plus 1 000 euros pour 10 génomes. Il est désormais possible d'améliorer les prédictions et la prévention, et de réduire les risques, par exemple, de cancers héréditaires. Le projet permet un séquençage profond des tumeurs, un traitement personnalisé et des tests prénatals non invasifs sur les bébés.

▶ POUR EN SAVOIR PLUS

www.chu-clermontferrand.fr/internet/default.aspx
www.cjp.fr/fr/



► ALLEMAGNE

► UN ANCIEN PARKING CONVERTI EN CENTRE ÉDUCATIF DE QUARTIER

Coût total:
2 765 000 EUR
Contribution de l'UE:
1 319 000 EUR

Le Centre Robinsbalje, le premier «centre éducatif de quartier» d'Allemagne, propose des services d'enseignement, de santé et d'embauche aux familles migrantes et défavorisées au sein d'une seule et même structure. Le fait de regrouper en un même lieu une école primaire et maternelle, des services de soins de santé et d'aide sociale et un club sportif permet à des familles souvent marginalisées de connaître et d'utiliser d'autres services lorsqu'elles déposent leurs enfants à l'école.

De nombreuses institutions publiques et non gouvernementales ont uni leurs forces pour transformer un ancien parking situé dans un quartier pauvre en un lieu pouvant offrir de meilleures perspectives d'avenir aux habitants. Depuis 2010, le centre de Robinsbalje associe l'éducation à l'inclusion sociale et à la réhabilitation urbaine.

L'étroite coopération entre une multitude de partenaires, étayée par une enveloppe de 1,3 million d'euros du Fonds européen de développement régional (FEDER), a permis d'offrir au quartier de Robinsbalje et à ses habitants un lieu où ils peuvent apprendre, jouer et recevoir des soins vitaux. Ce projet est un excellent exemple de collaboration au service de l'objectif de croissance inclusive de la stratégie Europe 2020.

Le centre aide les jeunes en décrochage scolaire à réintégrer le système éducatif et s'emploie à lever les barrières psychologiques face aux systèmes éducatifs traditionnels. Il s'efforce également de faciliter l'insertion sur le marché du travail, notamment pour les jeunes et les femmes, en proposant des services d'orientation professionnelle, un encadrement et des services de garde d'enfants étendus aux parents qui travaillent.

À l'heure où les États membres tentent d'intégrer les familles migrantes dans la société, le projet Robinsbalje fait figure d'exemple, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, il favorise une implication proactive d'individus d'origines diverses dans le projet. Ensuite, il combine en un seul et même lieu facile d'accès un large éventail de services allant des soins de santé et services sociaux jusqu'aux services d'orientation professionnelle et d'assistance aux familles issues de l'immigration. Les bâtiments scolaires servent aussi d'espace communautaire pour d'autres activités en soirée ou durant le week-end, lorsqu'ils ne sont pas utilisés par le centre. En repensant le rôle traditionnel de l'école et en élargissant le principe de l'éducation, le centre Robinsbalje est devenu un «centre d'apprentissage de quartier» ouvert unique en son genre.

Forte de cette expérience au succès largement reconnu, la ville de Brême a ouvert un deuxième centre éducatif disposant de fonctions plus étendues, toujours avec le soutien du FEDER. Le nouveau centre Morgenland propose des services de stabilisation non seulement pour son quartier marginalisé mais aussi pour toutes les écoles et autres établissements éducatifs du district afin d'améliorer leur réseau.

Le centre de Robinsbalje, situé dans l'un des quartiers défavorisés de Brême, a été le catalyseur de la réhabilitation urbaine de cette zone, attendue de longue date. La coopération entre les services administratifs de la ville a été cruciale pour la réussite du projet. Elle a débouché sur d'importantes synergies et a donné l'impulsion nécessaire pour la mise en œuvre d'autres projets. En investissant dans l'éducation et l'inclusion sociale, et en créant un réseau pérenne entre les institutions partenaires, le quartier intègre les groupes défavorisés dans l'avenir de l'Allemagne.

► POUR EN SAVOIR PLUS
www.105.schule.bremen.de/

▶ ROUMANIE

▶ **CRÉATION D'UN CENTRE D'AFFAIRES DE HAUT NIVEAU À TIMIȘOARA**

Le centre de Timișoara, la ville la plus occidentale de Roumanie, abrite désormais un grand centre d'affaires, bâti avec le soutien de l'UE et récompensé par de nombreux prix.

Grâce à son nouveau City Business Centre (CBC), un complexe de cinq bâtiments de bureaux de prestige respectueux de l'environnement situé en plein centre de la ville, Timișoara espère attirer de grandes entreprises.

Inauguré en 2007, le complexe CBC comprend 43 000 m² de bureaux et est aujourd'hui devenu le siège régional de nombreuses entreprises de premier plan. Deux des cinq bâtiments du CBC ont été construits avec le soutien financier du Fonds européen de développement régional (programme opérationnel régional 2007-2013).

Le CBC se veut un centre de services intégrés à destination des entreprises locales et internationales. Outre les bureaux, il comprend un parking souterrain pouvant accueillir 650 voitures, un restaurant et des espaces verts, et met à la disposition de ses occupants des services bancaires, des services médicaux publics et un service de sécurité 24/24h.

Les bâtiments modernes fournissent aux entreprises internationales des espaces de bureaux de classe mondiale au cœur même de Timișoara, et pourvoient à tous les besoins pratiques des locataires. Des entreprises de premier plan ont été séduites par cette infrastructure et sa conception écologique. Le complexe héberge actuellement plus de 50 entreprises, parmi lesquelles IBM, Accenture, Alcatel-Lucent, Unicredit et Deloitte.

Une conception récompensée par de nombreux prix

Le projet doit son succès à l'accroissement de la demande en espaces de qualité dans la ville de Timișoara mais aussi à sa conception progressiste. Les bâtiments ont été conçus par les architectes les plus avant-gardistes du pays, Andreescu & Gaivoronski, déjà récompensés par de nombreux prix, aussi bien dans leur pays qu'à l'international. Les concepteurs ont opté pour l'originalité et la modernité mais avec la volonté d'offrir aux locataires un environnement agréable et créatif.

Le complexe CBC figurait parmi les cinq projets sélectionnés pour représenter la Roumanie au Prix européen 2009 de

l'architecture. Il a également reçu le prix de l'«immeuble de bureaux de l'année» lors de la cérémonie de remise des South Eastern European Real Estate Awards (Prix de l'immobilier pour le sud-est de l'Europe) (2009). Enfin, le complexe a aussi remporté le titre de «bâtiment écologique de l'année», décerné par le Romania Green Building Council (Conseil roumain du bâtiment écologique). Les juges ont mis en avant les technologies spéciales utilisées pour des bâtiments complexes.

Outre ces nombreuses récompenses, le CBC est aussi un ensemble bien équilibré du point de vue de la consommation d'énergie. Il est équipé d'un système informatisé qui régule et minimise la consommation de tous les bâtiments. Les stores des façades et le système de conditionnement d'air sont contrôlés par des capteurs, pour un résultat optimal (la première technologie du genre à être mise en œuvre en Roumanie).

▶ POUR EN SAVOIR PLUS

www.business-centre.ro/?lang=en



AGENDA 2016

21 JANVIER

_Bruxelles (BE)

European Innovation Ecosystem: Good governance and effective support for Smart Specialisation

25-26 JANVIER

_Brdo/Slovénie (SL)

Conférence de lancement de la stratégie européenne pour la région alpine

21-22 AVRIL

_Londres (UK)

Reassessing economic development policies for regions and cities

12-13 MAI

_Dubrovnik (HR)

1^{er} forum de la stratégie européenne pour la région de la mer Adriatique et de la mer Ionienne

10-13 OCTOBRE

_Bruxelles (BE)

OPEN DAYS 2016: Semaine européenne des régions et des villes

Pour en savoir plus sur ces événements, consultez la section Agenda du site web Inforegio:

http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/events/

RESTEZ CONNECTÉ!

 http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/

 www.twitter.com/@EU_Regional

 www.yammer.com/regionetwork
Plateforme de collaboration de la DG REGIO

 www.flickr.com/euregional

 Abonnez-vous à «REGIOFLASH»
www.inforegiodoc.eu

 www.twitter.com/CorinaCretuEU



Office des publications

Commission européenne,
Direction générale de la politique régionale et urbaine
Communication – Ana-Paula Laissy
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles
E-mail: regio-panorama@ec.europa.eu
Internet: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/

